

*l'Anti*capitaliste

N°82 | DÉCEMBRE 2016 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



DERRIÈRE LES MATRAQUES ET LES LACRYMOS, UNE CRISE D'HÉGÉMONIE



TRUMP, À QUI LA FAUTE?



**PRÉSIDENTIELLES
POSER DES JALONS POUR L'AVENIR FACE À
UN HORIZON BROUILLÉ**



1956, LA CRISE DE SUEZ

Sommaire

EDITORIAL

Régine Vinon Sauvons-nous nous-mêmes! **P3**

PREMIER PLAN

Lance Selfa Trump, à qui la faute? **P4**

ACTUALITÉ

Henri Wilno

Présidentielles: poser des jalons pour l'avenir face à un horizon brouillé **P8**

Valerio Arcary Brésil Dix hypothèses sur la fin du cycle historique du pétisme **P11**

DOSSIER

Ugo Palheta Derrière les matraques et les lacrymos, une crise d'hégémonie **P14**

Roseline Vachetta Le tout-sécuritaire ouvre la porte à l'Etat policier **P18**

Léon Crémieux Air France: les mille facettes de la répression patronale **P20**

José Rostier Dans les quartiers sud de Grenoble

Du collectif face aux politiques sécuritaires, antisociales et racistes **P22**

REPÈRES

Galia Trépère 1956, la crise de Suez **P24**

LECTURES

Ugo Palheta A propos de Les Bolcheviks prennent le pouvoir

Ce que fut le bolchevisme en 1917 **P28**

Yvan Lemaitre A propos du livre de Patrick Tort «Qu'est-ce que le matérialisme?» **P30**

Régine Vinon Black America Les luttes des Noirs américains aux 19e et 20e siècles **P33**

FOCUS

Jean-Philippe Divès L'apprenti Thatcher **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
le 19 mai 2016, à Paris contre la loi Travail, une tête de manifestation inédite... Photothèque rouge/JMB.

A Saint-Denis, le 24 novembre 2016, dans le meeting du NPA avec Philippe Poutou en campagne pour la présidentielle. Photothèque rouge/JMB.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société éditrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Sauvons-nous nous-mêmes!

PAR RÉGINE VINON

Que ce soit aux Etats-Unis avec la victoire de Trump ou en France avec l'élection de Fillon à la primaire de droite et la montée de l'extrême droite, le temps semble au triomphe de la réaction. Il est facile d'en faire porter la responsabilité à des classes populaires désespérées et votant pour des démagogues, des milliardaires, des racistes – ce que font nombre de commentateurs. Ce serait la faute, non à Voltaire, mais à ces prolétaires qui ne voteraient plus pour leurs partis habituels ou déserteraient les urnes. Il y a probablement un peu de vrai : une partie des exploités, des laissés pour compte de la société capitaliste, intérimaires à vie, précaires, chômeurs, déclassés, est prête à voter pour n'importe qui à condition qu'il se présente comme anti-système, sans regarder de près le programme ni qui est l'individu en question. Ainsi, aux Etats-Unis, une partie des classes populaires blanches, du moins de ceux qui se sont déplacés pour voter, a mis un bulletin Trump dans l'urne, une façon de dire qu'il y en a marre des politiciens traditionnels et de leurs promesses non tenues. Mais une plus grande partie encore ne vote plus.

LES VRAIS RESPONSABLES

Pourquoi les classes populaires forment-elles les gros bataillons des abstentionnistes? Aux Etats-Unis, les espoirs placés dans Obama ont été douchés : ce premier président noir qui avait recueilli de nombreuses voix non seulement de Noirs mais aussi, et c'est souvent lié, d'ouvriers américains, n'a pas du tout œuvré en leur faveur. Des millions de personnes ont été expulsées de leur logement à cause des crédits à taux variable distribués sans vergogne par les banques à des gens dont elles savaient qu'ils ne pourraient peut-être pas rembourser.

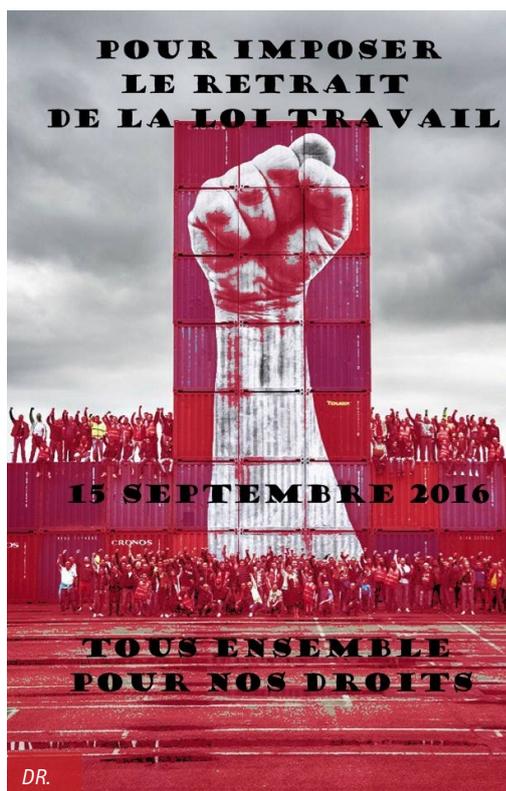
Les dirigeants de Wall Street n'ont pas été inquiétés, alors qu'ils sont coupables d'avoir mis l'économie mondiale en péril et fait basculer dans la misère des millions de personnes. Les salaires ont considérablement baissé, notamment dans l'industrie automobile. Les crimes perpétrés par la police sur des jeunes Noirs n'ont pas cessé et les responsables ne sont jamais condamnés. La candidate démocrate, Hillary Clinton, était si ostensiblement liée au milieu d'affaires qu'elle ne pouvait être prise au sérieux en prétendant être du côté des masses, même contre un adversaire aussi caricatural et grossier que Trump.

En France, c'est le PS qui est aux affaires et on voit le résultat désastreux pour les classes populaires. En dé-

pit des affirmations sur la baisse du chômage dont tout le monde sait à quel point c'est faux, la situation des salariés, des privés d'emploi n'a pas changé depuis que Hollande, dont l'ennemi était paraît-il la finance, gouverne le pays. Toutes les mesures ont été prises en faveur des patrons, du CICE, milliards déversés sans aucune contrepartie, à la loi Macron, en terminant par la loi El Khomri qui a fait descendre dans la rue des cen-

taines de milliers de manifestants. Une loi qui symbolise la volonté du PS de favoriser les entreprises, en dérégulant tout ce qui peut l'être et en revenant sur des décennies d'acquis des luttes ouvrières.

Sans parler bien sûr de l'attitude indigne par rapport aux migrants. Le pouvoir s'est aligné sur l'extrême droite pour stigmatiser les réfugiés, craignant qu'en faisant preuve d'un peu d'humanité, il perde quelques voix. Il est tellement plus facile de trouver des boucs-émissaires! Quant à la répression déployée contre ceux qui protestent, elle est inédite en France depuis des décennies. Alors, vraiment, on comprend que nombreux soient ceux et celles qui ne sont pas très motivés pour aller mettre un bout de papier dans l'urne.



PAS D'ÉTAT DE GRÂCE À PRÉVOIR

Pour le moment donc, la situation semble favorable aux possédants, car notre camp est déstabilisé, déçu et désillusionné par les politiciens auxquels il avait jusqu'à présent, plus ou moins, fait confiance.

Mais à force de tirer sur l'élastique, il se casse. Les colères, les révoltes sont intactes, et leurs raisons toujours plus nombreuses. Aux Etats-Unis se préparent des manifestations énormes le jour même de l'investiture de Trump, le 20 janvier prochain. L'état de grâce n'existera pas pour lui.

Pas plus que pour le prochain président français, probablement François Fillon, lequel a déclaré vouloir casser la baraque et affirme qu'il y a « une surestimation des forces de résistance sociale ». A nous de lui prouver qu'il se trompe lourdement. Les maigres illusions dans le PS ont volé en éclats, et devant la brutalité des mesures que le candidat de droite veut imposer à la population, il est nécessaire de réorganiser notre camp, d'admettre qu'il n'y a rien à attendre des politiciens et qu'il est temps de compter sur nous-mêmes, sur nos propres forces. C'est précisément le sens de la candidature de notre camarade Philippe Poutou aux élections présidentielles. □

Trump, à qui la faute ?

PAR LANCE SELFA

Pourquoi, comment Trump a-t-il pu se faire élire, contre la grande majorité des pronostics ? Cet article/interview du site étatsunien Socialist Worker analyse les principaux facteurs qui ont joué dans ce sens, le 8 novembre dernier (traduction, Jean-Philippe Divès).¹

Alors, qui a gagné cette élection ? La réponse n'est pas si évidente...

Elle ne l'est effectivement pas. C'est Hillary Clinton qui a obtenu le plus de voix dans le pays. A la fin de la semaine dernière, elle en était à un peu moins de 61 millions de voix, contre 60,4 millions pour Donald Trump. Une marge d'environ 600 000 voix est faible par rapport à plus de 123 millions de votants, mais c'est davantage que l'avance d'Al Gore [le candidat démocrate] en 2000 [quand George W. Bush avait été « élu »]. Et cet écart va augmenter – selon certaines estimations, jusqu'à deux millions – quand les bulletins qui manquent encore de Californie et d'autres Etats de la côte ouest auront été comptabilisés.²

Dans tout autre système, Clinton aurait été déclarée vainqueur. Mais les Etats-Unis ont le Collège électoral, un vestige du 18e siècle alors introduit dans la Constitution pour apaiser les dirigeants du Sud esclavagiste. Pour la deuxième fois en seulement 16 ans – et la cinquième dans l'histoire des Etats-Unis –, le Collège électoral a donné la victoire au perdant du vote populaire à l'échelle du pays.

Dans tous les Etats sauf deux, celui qui gagne au niveau de l'Etat, même de quelques voix sur des millions, remporte tous les délégués au Collège électoral. La clé de l'élection de Trump a été ses courtes victoires obtenues dans trois Etats de « la ceinture de la rouille » (Pennsylvanie, Michigan et Wisconsin), où les Républicains ne l'avaient pas emporté depuis les années 1980. Une étude du Washington Post estime que la différence entre Trump et Clinton a été dans ces trois Etats de 107 000 voix – la Maison Blanche a tenu à cela. Trump n'a gagné le Michigan que de 13 000 voix sur plus de cinq millions d'exprimés.

Quelles en sont les implications ?

Suivant n'importe quelle définition de

la démocratie – qui suppose que les gens puissent choisir leurs dirigeants –, le Collège électoral devrait être aboli. Cela impliquerait de modifier la Constitution, ce qui s'est déjà fait dans le passé. A l'origine, elle ne reconnaissait ni la citoyenneté des Noirs, ni le droit de vote des femmes, et ne prévoyait pas l'élection directe des sénateurs. Ces dispositions anti-démocratiques ont été supprimées par des amendements constitutionnels. Mais même si les sondages indiquent que plus de 70% des Américains veulent se débarrasser du Collège électoral, les élites ne semblent pas décidées à bouger sur ce plan. On voit au contraire l'establishment politique – Démocrates comme Républicains, y compris les gagnants/perdants Al Gore et Hillary Clinton – s'agenouiller devant une institution conservatrice qui a enlevé au peuple son pouvoir de décision.

Le Collège électoral fausse tout le système des élections présidentielles. Parce que la plupart des Etats votent très largement pour un des deux principaux partis, les candidats ne consacrent pas leurs ressources à y faire campagne. Cette année, cela a signifié ignorer trois des quatre Etats les plus peuplés – Californie, Texas et New York – et les millions d'Américains ordinaires qui y vivent et travaillent. Les grands partis se sont concentrés sur dix ou douze « Etats clés » (*swing states*) où les écarts étaient faibles, en sachant que celui ou celle qui y serait vainqueur remporterait la Maison Blanche.

Imaginez un instant que l'élection du président dépende du vote populaire [du suffrage universel à l'échelle des Etats-Unis]. Les candidats en campagne devraient s'adresser aux masses multiraciales des grands centres de l'industrie, des services et des transports : Los Angeles, Houston, Chicago, New York City. Au lieu de cela, l'attention s'est concentrée sur des Etats tels que le New Hampshire.

Nul mépris pour ses habitants, mais sa population est bien moindre que celle de chacune des quatre villes qui viennent d'être citées. Et le New Hampshire est aussi beaucoup plus blanc et riche que le reste du pays.

Autre leçon des résultats de cette année, ils démentent clairement le mythe selon lequel les Etats-Unis seraient un pays de « centre-droit », voire encore plus à droite. Les Républicains vont affirmer avoir un mandat pour faire passer un ensemble de politiques réactionnaires pour lesquelles, à l'évidence, la majorité du pays n'a pas voté. De fait, ils n'ont gagné le vote populaire qu'une seule fois (en 2004) lors de toutes les élections présidentielles depuis 1988. Une telle série de victoires démocrates dans le vote populaire ne s'était produite qu'à un seul moment dans le passé – dans les années 1820 et 1830.

Parlons des raisons de l'échec de Clinton. L'abstention en fait-elle partie ?

Du point de vue le plus général, la première chose à noter est la forte baisse de la participation par rapport aux trois dernières élections présidentielles. Les votes continuent d'être comptabilisés, mais il semblerait qu'il y ait eu près de cinq millions de votants de moins qu'en 2012, et autour de sept millions de moins qu'en 2008. Cela, dans un pays où la croissance démographique³ aurait dû à elle seule conduire à une augmentation du nombre des votants.

On peut supposer que le taux final de participation tournera autour de 57% des citoyens américains disposant de leurs droits civiques. Ce taux était de 59% en 2012, de 62% en 2008 et même de 61% en 2004, selon des chiffres compilés par le professeur Michael McDonald, un expert électoral de l'université de Floride. Cette chute de la participation explique pourquoi Trump a pu « ga-

gner» alors qu'il n'aura probablement pas obtenu plus de voix que Romney, le battu de 2012.

Nos élections anti-démocratiques, biaisées par des intérêts de classe et n'offrant qu'un choix restreint, sont celles où l'abstention est la plus forte de tout le monde capitaliste avancé. Les estimations de participation signifient que près de 100 millions de personnes en capacité de voter ne l'ont pas fait – ce

qui s'entassent dans le stade «Big House» de l'université du Michigan pour les matches de football [américain] du samedi.

L'histoire est un peu différente dans chacun de ces Etats, mais le cadre global est le même. Dans les principaux centres urbains à forte population africaine-américaine – Philadelphie, Detroit et Milwaukee –, Clinton a obtenu significativement moins de voix

est restée stable. Mais si l'on compare les votes globaux de ce scrutin avec ceux de la première élection d'Obama, on s'aperçoit qu'il y a bien plus une chute du vote démocrate qu'une hausse du vote républicain.

En Pennsylvanie, il apparaît que Trump a mobilisé des électeurs qui n'avaient pas voté pour Romney [en 2012]. Mais il l'a aussi emporté dans les zones périurbaines, par 52% contre 44%. Le réalisateur progressiste [aux Etats-Unis et dans le texte original, «liberal»] Michael Moore a affirmé sur l'émission Morning Joe de la chaîne MSNBC que 90 000 votants du Michigan ont laissé en blanc, sur leurs bulletins électoraux, les cases du scrutin présidentiel, alors qu'ils ont voté pour toutes les autres fonctions. Selon le dernier comptage, Clinton a perdu le Michigan d'environ 13 000 voix.



DR.

qui souligne l'aliénation vis-à-vis du système politique.

Tels sont donc les chiffres globaux. Mais le plus important est le fait que la baisse soit fondamentalement venue du côté des Démocrates. Entre 2008 et 2016, le vote républicain s'est plus ou moins maintenu autour de 60 millions de voix. Mais le vote démocrate est tombé de 69 millions pour Obama en 2008 à 61 ou 62 millions cette fois pour Clinton. Et, plus important que tout afin de comprendre la victoire de Trump au sein du Collège électoral, la participation démocrate a été la plus faible dans ce qui était considéré comme des bastions de ce parti, en particulier dans le haut Midwest.

Que s'est-il passé dans ces Etats? D'où y vient l'avance, même légère, de Trump?

Comme je l'ai signalé, dans les trois Etats clés – Wisconsin, Michigan et Pennsylvanie –, la décision a été emportée par un peu plus de 100 000 voix. Ainsi que l'a remarqué le Washington Post, c'est à peu près le nombre de gens

qu'Obama. Une part de la baisse enregistrée au Wisconsin peut sans doute être attribuée aux mesures prises par les Républicains, qui sont à la tête de l'Etat, pour rayer des listes un certain nombre d'électeurs. Mais cela n'explique pas le Michigan et la Pennsylvanie. Loin de voter pour Trump, de nombreux Noirs sont simplement restés à la maison.

Le résultat tout sauf brillant de Clinton dans les grandes villes ne lui a pas permis de contrecarrer le vote en faveur de Trump dans les zones périurbaines et rurales, plus conservatrices. Ainsi, dans le Wisconsin, Trump a remporté treize comtés ruraux ou périurbains qui avaient donné une majorité à Obama dans deux élections successives.

A ce stade, il est difficile de dire si le tournant en faveur des Républicains s'explique par le fait que d'anciens électeurs d'Obama se soient tournés vers Trump, par une poussée de nouveaux électeurs en faveur de Trump, ou par la chute de la participation des Démocrates alors que celle des Républicains

Les progressistes font porter à la «classe ouvrière» la responsabilité de la défaite de Clinton. Que faut-il en penser?

La première chose à dire est que les progressistes et les apparatchiks démocrates devraient d'abord se regarder eux-mêmes dans une glace. Ce sont eux qui ont truqué le processus interne de nomination afin de sélectionner Clinton, elle qui incarne les politiques néolibérales, favorables à Wall Street, qui ont été à l'origine de la détérioration des conditions de vie des travailleurs pour toute la durée d'une génération. Maintenant, sur le fond, Clinton a été battue de presque quarante points chez les électeurs blancs qui ne sont pas allés à l'université – ce que les médias définissent comme la «classe ouvrière blanche». Mais cette définition très large d'une «classe ouvrière» ne prend pas en compte le fait que les «blancs sans études supérieures» incluent des auto-entrepreneurs, des petits patrons et des cadres moyens. Ceci dit, il reste qu'ils ont passé Clinton à la moulinette. Je voudrais mentionner encore deux points, l'un sur la question raciale et l'autre sur les niveaux d'étude. En premier lieu, Clinton l'a emporté parmi les électeurs non-blancs qui n'ont pas fait d'études supérieures, ce qui montre à l'évidence que les niveaux d'éducation ont pesé moins que la question raciale

et la façon dont elle interagit aux Etats-Unis avec la question de classe. Le message de Trump visait évidemment à retourner la colère envers l'establishment politique vers des boucs-émissaires non-blancs et immigrés. C'est une version 21e siècle de ce que signalait Frederick Douglass quand il montrait comment les dirigeants du Sud attisaient la haine raciale entre les blancs et les Noirs. Ils « *divisent les deux pour conquérir chacun* », disait Douglass.

En second lieu, par rapport à toutes ces déclarations sur la responsabilité dans l'élection de Trump des blancs qui ne sont pas allés à l'université, il faut souligner que la moitié des votants du 8 novembre étaient titulaires d'une licence, ou d'un master ou d'un doctorat, alors que selon le Bureau américain du recensement, les diplômés de l'enseignement supérieur ne représentent qu'un tiers de l'ensemble de la population. Et rappelons que Trump a remporté la majorité des voix des blancs ayant fait des études universitaires, par 49 % contre 45 % à Clinton, même si celle-ci a été majoritaire au niveau de l'ensemble des diplômés du supérieur, par 53 % contre 43 %.

Enfin, lorsque l'on considère le niveau des revenus, on voit que Clinton a été majoritaire parmi les électeurs dont les foyers disposent de moins de 50 000 dollars par an (soit un peu moins que le revenu médian), alors que Trump l'a emporté de peu parmi ceux dont le revenu est supérieur. Mais là encore, il convient de considérer la totalité de ceux qui ont participé au vote. Il y a parmi les inscrits environ 25 % de personnes dont le foyer dispose d'un revenu supérieur à 100 000 dollars. Mais le 8 novembre, ces gens ont représenté 34 % du total des votants.

Si donc on utilise les niveaux d'éducation et de revenu pour définir la classe, ainsi que les médias le font habituellement, il faut dire alors que les votants venaient plus de la classe moyenne que de la classe ouvrière. Cela fait des années que des analystes tel que Walter Dean Burnham soulignent à quel point le système électoral étatsunien, sans parti du travail ou qui soit réellement « de gauche », n'offre pas de véritable choix électoral aux électeurs de la classe ouvrière. Les études du Bureau

du recensement et d'autres sources confirment que les travailleurs et les pauvres, souvent ceux qui sont aussi en faveur de politiques salariales et des revenus progressistes, ont formé le gros des 100 millions d'inscrits qui ne sont pas allés voter.

Trump a obtenu un nombre de voix inattendu parmi les syndiqués – 43 % selon les sondages sortie des urnes. Comment cela cadre-t-il avec le reste ?

En mars dernier, un ami du Wisconsin m'a envoyé un article à propos de la configuration de la primaire entre Hillary Clinton et Bernie Sanders. L'article incluait une citation d'un militant syndical de Madison qui estimait que dans l'élection générale au Wisconsin, après l'échec du mouvement ouvrier à défaire Scott Walker, le gouverneur de droite antisyndical, un populiste de droite pourrait certainement battre une Démocrate pro-grandes entreprises. Je ne sais pas si Bernie Sanders aurait battu Trump, mais lui était au moins en prise avec le mécontentement des milieux ouvriers et leur proposait des réponses progressistes.

Si les rapports post-électorales issus du camp Clinton sont vrais, une série de politiciens locaux du haut Midwest lançaient des signaux d'alarme depuis des mois. Mais la campagne Clinton considérait que ces Etats étaient dans la poche. D'après les sondages sortie des urnes réalisés au niveau national, Clinton n'aurait remporté les voix que de 51 % des votants de foyers où une personne au moins est syndiquée. Dans la plupart des élections, les Démocrates obtiennent plus de 60 % de ces voix. Selon les chiffres donnés au niveau des Etats, la répartition a été la même que nationalement dans le Wisconsin et le Michigan ; en revanche, les foyers syndiqués ont voté largement pour Trump dans l'Ohio, par 54 % contre 42 %.

Clinton a également fait moins bien parmi les électeurs noirs et latinos...

Il est clair que même si elle a été largement en tête chez ces électeurs, elle n'a pas obtenu assez de leurs voix dans les Etats cruciaux pour contrebalancer le vote des blancs en faveur de Trump. En 2012, Obama avait récolté 70 % des voix des électeurs latinos et asiatiques ; cette fois, Clinton n'en a recueilli que 65 %. Dans le même temps, par rapport à Mitt Romney en 2012, Trump a progressé de

8 points chez les Latins et de 7 points parmi les Africains-Américains. Le sondeur conservateur Bill McInturff l'a relevé, tout en soulignant que dans des « bases » essentielles des Démocrates – comme Milwaukee, Detroit et Cleveland, ainsi que Charlotte et Raleigh en Caroline du Nord –, la participation démocrate avait été en baisse sur 2012. Une poussée du vote anticipé latino a certainement offert le Nevada à Clinton, mais cela n'a pas été suffisant dans d'autres Etats. En Floride, le vote latino a été légèrement inférieur, quoique plus fort dans des bastions autour d'Orlando, Miami et Fort Lauderdale. Mais il reste que 35 % des Latins de Floride

« Ce n'est pas mon président », ont scandé des manifestations spontanées dans tous les Etats-Unis – ici, à Manhattan. DR.



ont voté Trump, dont une majorité (54 %) de Cubains-Américains.

Le jour de l'élection, tout le monde parlait d'un différentiel de genre historiquement élevé. Quelles conclusions peut-on en tirer ?

Le différentiel de genre (la différence entre le vote des hommes et celui des femmes, selon les sondages sortie des urnes) est passé de 18 % en 2012 à 24 % en 2016. Clinton a remporté le vote des femmes avec 12 points d'avance sur Trump, contre 11 points pour Obama en 2012. Mais quand Obama avait perdu le vote des hommes de 7 points, Clinton l'a fait de 12 points en 2016.

Il est toutefois intéressant de noter (en sachant que ces chiffres sont imprécis) que les hommes ont choisi les Républicains par seulement un point de plus qu'en 2012, 53 % contre 52 %. Sur la base des sondages, il est difficile de savoir si la faible proportion des hommes ayant voté Clinton (41 %) s'explique

par le choix d'un troisième candidat, ou s'ils n'ont simplement pas répondu aux enquêteurs. Dans tous les cas, le différentiel de genre a augmenté parce que, par rapport au vote Obama, une plus faible proportion d'hommes a voté Clinton.

Vu toutes les questions liées au genre qui ont été soulevées dans ces élections, des promesses de Clinton de « briser le plafond de verre » en tant que première femme présidente jusque, bien sûr, les multiples expressions de misogynie de Trump, cette division traduit à coup sûr un fond de sexisme au sein de l'électorat. En même temps, il faut relever que Clin-



ton a perdu de dix points auprès des femmes blanches, et de 28 points parmi les femmes blanches non diplômées du supérieur. Pourquoi les femmes blanches de la classe ouvrière ne se sont-elles pas identifiées à Clinton ou, ce qui serait sans doute plus pertinent à dire, ne se sont-elles pas opposées à Trump? Je vous invite fortement à lire, à ce propos, une interview récente de la sociologue Stephanie Coontz⁴.

Les femmes ont représenté 52% des votants – elles ont à peu près le même poids parmi les inscrits. Mais en 2012, leur vote avait compté pour 54% des voix. Les femmes sont donc un autre de ces secteurs que Clinton n'est pas parvenue à mobiliser autant qu'Obama.

Un dernier point: les chiffres du Bureau de recensement montrent que les femmes votent davantage que les hommes, une différence qui est sensiblement plus importante au sein de la population noire. Cela veut dire qu'une compréhension « intersectionnelle »

est également nécessaire. Si les Africains-Américains ont été moins nombreux à voter que dans le passé, que ce soit à cause des mesures de retrait du droit de vote ou de l'absence d'enthousiasme envers Clinton, il paraît évident que c'est la participation des femmes qui en a été la plus affectée.

Avant l'élection, quand il semblait que Clinton pouvait l'emporter, y compris avec une avance importante, il se disait que grâce à la démographie les Démocrates étaient en mesure de « verrouiller » la Maison Blanche, en envoyant les Républicains aux oubliettes...

Je suis assez âgé pour me rappeler l'époque de Reagan, quand tous les pontes et politologues affirmaient que la Californie, qui était allée aux Républicains durant la plus grande partie des années 1960, 1970 et 1980, allait leur permettre de « verrouiller » le Collège électoral. En 1994, le gouverneur républicain Pete Wilson s'est fait réélire en surfant sur un référendum anti-migrants dit « proposition 187 ». Alors que les tribunaux invalidaient l'essentiel de ses mesures, cette proposition a cependant provoqué un basculement massif des Latinos vers les Démocrates.

Ce « tremblement de terre politique » a fait que la Californie – qui avait lancé les carrières de Richard Nixon et de Ronald Reagan – est devenue pratiquement « ingagnable » par le Parti républicain. La Californie est désormais une pierre angulaire du dit « mur bleu » des Etats pro-Démocrates, sur lesquels ces derniers comptaient pour l'emporter au sein du Collège électoral. On sait que ce mur bleu [couleur des Démocrates] s'est brisé lors de ces élections, l'essentiel de ses composantes du Midwest étant allé à Trump.

Il est indéniable que Clinton l'a emporté parmi ce qui a été appelé « l'électorat américain montant »

– les jeunes, les personnes de couleur, les femmes célibataires, les électeurs non religieux, etc. Grâce aux voix africaines-américaines et latinos, Clinton est passée plus près de la victoire que ne l'avait fait Obama dans des Etats « rouges » [couleur des Républicains] tels que l'Arizona, la Géorgie ou le Texas. Si elle finit par remporter le vote populaire avec un ou deux millions de voix d'avance, cela pourra présager d'une majorité démocrate encore plus importante.

Mais l'écroulement du mur bleu nous rappelle que si la démographie a une influence, ce n'est pas elle qui décide. Pas mal d'électeurs de la classe ouvrière et de syndiqués (ainsi que d'autres secteurs) se sont visiblement lassés d'investir leur énergie et leurs espoirs dans un Parti démocrate qui ne leur apportait rien en retour. Beaucoup sont restés chez eux le 8 novembre et certains, par désespoir, ont voté Trump.

Mais il y a peut-être une perspective encore plus sombre. Dans le haut Midwest, d'anciens bastions syndicaux tels que le Michigan ou le Wisconsin sont devenus des Etats du « droit au travail » [nom donné par leurs auteurs aux lois antisyndicales]. Les syndicats, qui constituent un facteur essentiel afin de promouvoir un niveau élémentaire de solidarité de classe interraciale, y sont démantelés. Cela ouvre la voie à un renforcement du racisme et de l'ethno-nationalisme, que les politiciens républicains avaient précisément utilisé, entre les années 1970 et 1990, pour retourner en leur faveur le « Solid South » [le bloc des anciens Etats esclavagistes du Sud, à l'est et au centre du pays].

Vous pouvez compter sur les Républicains – même s'ils ne l'admettront pas en public – pour monter des plans afin de s'attacher durablement le vote des blancs dans le Wisconsin et le Michigan ou en Caroline du Sud (deux Etats ayant d'importantes populations noires). Telle est leur réponse à « l'électorat américain montant ».

C'est pourquoi nous devons nous dresser contre le poison que la campagne de Trump a injecté dans le système sanguin de la politique du pays. Et construire des mouvements interraciaux pour des revendications de classe, qui proposent de l'espoir au lieu du désespoir. □

1 Interview parue le 14 novembre 2016 sous le titre « Who's to blame for Trump's victory? », <https://socialistworker.org/2016/11/14/whos-to-blame-for-trumps-victory>. Nous avons inséré dans le corps du texte quelques précisions qui sont signalées entre crochets et en italique [les notes sont de notre rédaction].

2 Au 24 novembre, l'avance d'Hillary Clinton est supérieure à 2 millions de voix. Le décompte lui en attribue 64 394 094 (soit 47,93% du total), contre 62 310 486 (46,38%) à Trump. Le reste s'est porté, principalement, sur le libertarien Johnson (3,28%) et la candidate du Parti Vert, Jill Stein (1,02% pour 1 366 327 voix).

3 La population des Etats-Unis s'est fortement accrue ces dernières années: 325 millions estimés en 2016, contre 309 millions lors du recensement de 2010 et 281,5 millions selon celui de 2000.

4 « Why women are still voting for Trump, despite his misogyny », 25 octobre 2016, <http://www.vox.com/conversations/2016/10/25/13384528/donald-trump-women-stephanie-coontz>

Présidentielles : poser des jalons pour l'avenir face à un horizon brouillé

PAR HENRI WILNO

Scruter la sphère politique et ses rebondissements multiples est la façon la plus répandue d'aborder la question des présidentielles.

Mais il importe d'abord de revenir sur les points essentiels de la situation économique, sociale et politique car ceux-ci conditionneront la politique du vainqueur et, également, la construction d'une alternative.

Le premier élément fondamental à l'arrière-plan de la pré-campagne présidentielle est la situation économique. Hollande avait fait un pari du type «après la pluie, le beau temps» mais il l'a perdu. La crise mondiale s'étire en une longue croissance molle tandis que les banques centrales déversent des tonneaux de liquidités pour soutenir le système bancaire et indirectement les dettes des Etats et des entreprises.

Les banques demeurent fragilisées; un jour, l'attention se braque sur la Deutsche Bank, un autre sur le Monte dei Paschi di Siena... Ce qui est certain, c'est qu'elles détiennent une masse de créances douteuses (c'est-à-dire risquant de ne pas être remboursées) qui les fragilisent, notamment pour ce qui est des banques italiennes (17% du total de leurs prêts). Les ingrédients d'une nouvelle crise financière sont bien présents, ce qui ne signifie pas que celle-ci se déclenche à brève échéance.

STAGNATION ÉCONOMIQUE

Durant le quinquennat de François Hollande, la croissance française a été globalement médiocre. Grâce à une conjonction favorable de facteurs (bas prix de l'énergie, baisse du dollar), elle est repassée en 2015 au-dessus de 1% (+ 1,2%), ce qui a suscité un certain triomphalisme gouvernemental illustré par le «ça va mieux». Mais le ralentissement récent de l'économie a amené le gouvernement à réviser à la baisse, à 1,3% le chiffre annoncé pour 2016 (+ 1,5%). La consommation des ménages est bridée (par le chômage, la compression des retraites et la faiblesse des salaires) tandis que, malgré le rétablissement des marges des entreprises (grâce notamment aux mesures gouvernemen-

tales: CICE, pacte de responsabilité), leur investissement demeure hésitant.

Depuis la rentrée de septembre 2016 a été annoncée une litanie de plans de suppression d'emplois (qui prennent des formes diverses, avec parfois aucun licenciement juridique, comme chez SFR). La produc-

tion industrielle progresse désormais faiblement, mais la France a connu un recul structurel de son industrie (amorcé bien avant Hollande) : par rapport à 2007, la production industrielle a reculé d'environ 15% et la production d'automobiles de l'ordre d'un tiers.



« Des conséquences sociales et humanitaires que l'on croise tous les jours dans les rues des grandes villes... ». DR.

tion industrielle progresse désormais faiblement, mais la France a connu un recul structurel de son industrie (amorcé bien avant Hollande) : par rapport à 2007, la production industrielle a reculé d'environ 15% et la production d'automobiles de l'ordre d'un tiers.

Quant au chômage, dont Hollande avait fait le test de la légitimité d'une nouvelle candidature, sous sa présidence, tel que mesuré par Pôle emploi il a augmenté de plus d'un million de personnes (catégories A+B+C, c'est-à-dire les personnes ins-

lité autre que statistique).

Fin octobre 2016, en France métropolitaine, 3,5 millions de personnes sont sans aucun emploi (catégorie A) et 2 millions exercent une activité réduite (catégories B, C), soit au total 5,5 millions. En ajoutant les catégories D et E (personnes non immédiatement disponibles pour occuper un emploi, car malades, en formation, etc.), on arrive à 6,2 millions (6,5 millions avec l'«Outre-mer»). Si le nombre de personnes en catégorie A a baissé de 100 000 sur un an (d'octobre 2015 à octobre 2016), celui des personnes en B et C a augmenté. En résu-

mé, le chômage total baisse un peu et la précarité augmente. Il y a aussi une hausse du nombre des chômeurs entrés en formation (ce qui les fait sortir de la catégorie A).

CRISE SOCIALE

Cette situation a des conséquences sociales et humanitaires que l'on croise tous les jours dans les rues des grandes villes. L'emploi n'est plus une garantie contre la pauvreté. Celle-ci avait baissé des années 1970 au milieu des années 1990. Depuis, la situation s'est inversée. Sous Hollande, la proportion de pauvres a stagné à un niveau élevé. D'après l'Observatoire des inégalités, 1,9 million de personnes (selon la définition du risque de pauvreté retenue par l'Union européenne) ont un emploi mais un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (après avoir comptabilisé toutes les ressources : prestations sociales, revenus de leur conjoint). Cela vient notamment du temps partiel contraint (personnes qui ne trouvent d'emploi qu'à temps partiel alors qu'elles voudraient travailler à temps plein) et des emplois précaires, des alternances de phases d'emploi et de chômage. En tenant compte des familles, 3,9 millions de personnes vivent dans un ménage pauvre où un des parents a un emploi.

Face à cela, les principaux partis politiques ne proposent que des cataplasmes ou des mesures supplémentaires de contrôle de la fraude « sociale » alors que celle-ci, toutes les statistiques le montrent, est bien inférieure à la fraude fiscale des revenus élevés et des entreprises (dont certaines, par ailleurs, fraudent aussi sur les cotisations sociales). Mais mettre l'accent sur la fraude sociale a, en fait, une finalité extra-économique : diviser ceux d'en bas. Il s'agit de monter ceux qui sont au Smic ou ont des salaires moyens contre les « fraudeurs », les « profiteurs du système », etc., que certains amalgament aux « étrangers » (même s'ils ont la nationalité française).

LA LOI EL KHOMRI

Par rapport au chômage, à la précarité, aux inégalités, la politique de Hollande est un échec total. Mais en fait, son objectif réel était, pour l'essentiel, tout autre. La crise économique latente réduit les possibilités de « compromis sociaux », il n'y a plus de marge pour les politiques sociale-démocrates d'aménagement à la marge du système. Et les résistances sociales ne sont, à ce jour, pas suffisantes pour imposer une logique anticapitaliste, ni même pour contraindre les bourgeois

à infléchir leurs politiques. Donc Hollande a mené, comme ses homologues dans les autres pays de l'Union européenne, une politique visant à favoriser l'augmentation du taux de profit et démantelant un peu plus le « modèle social » hérité de l'après Deuxième Guerre mondiale et des luttes des années 1960-70. La dernière manifestation en a été la loi El Khomri.

Crise économique, crise sociale, mais aussi, précisément, mouvement contre la loi El Khomri. C'est (avec les multiples mouvements sociaux locaux ou partiels) le troisième paramètre de la situation. On ne reviendra pas dans cet article sur les forces et faiblesses du mouvement. L'essentiel est qu'une partie nombreuse (mais minoritaire) des travailleurs/ses s'est dressée contre le démantèlement de ses droits, que des formes nouvelles de cristallisation sont apparues comme « Nuit debout », que jusqu'au bout l'opinion publique a très majoritairement soutenu le mouvement et refusé la loi. Pour tous ceux pour qui les luttes sociales sont le moteur des conquêtes des exploités et opprimés, ce n'est pas une parenthèse mais un élément essentiel de la situation. Il est significatif d'une rupture de masse avec la « gauche » gouvernementale.

DURCISSEMENT DE L'ETAT ET NATIONALISME

Restent deux autres paramètres, le durcissement structurel de l'Etat et la dérive nationaliste et patriotarde. Sur le premier point, il y a bien sûr la question des attentats qui servent de justification à l'état d'urgence. Hollande lui-même l'a reconnu dans son livre d'entretiens avec deux journalistes : *« Imaginons qu'il n'y ait pas eu les attentats, on n'aurait pas pu interpellé les zadistes pour les empêcher de venir manifester. Cela a été une facilité apportée par l'état d'urgence, pour d'autres raisons que la lutte contre le terrorisme, pour éviter qu'il y ait des échauffourées. On l'assume parce qu'il y a la COP. »* La répression des manifestations contre la loi « Travail » a montré que ce qui est un droit protégé par la Constitution (le droit de manifester) est désormais réduit à une tolérance, livrée à l'appréciation du pouvoir et de la police (ce point est largement traité dans le dossier « répressions » de ce numéro de la revue). La politique française vis-à-vis des réfugiés combine hypocrisie et inhumanité.

Enfin, la dérive nationaliste. Beaucoup avaient souri quand, en 2007, Ségolène Royal en campagne présidentielle évoquait le drapeau national, la Marseillaise et l'instauration d'un « service civique »

obligatoire. Maintenant, tout cela est repris sur pratiquement toute l'étendue du spectre politique. C'est une vieille tentative de la gauche française. « Ordre, autorité, Nation » s'exclamaient les « néo-socialistes » au congrès de la SFIO en juillet 1933, sans parler de la responsabilité des socialistes dans la répression du mouvement indépendantiste algérien durant les années 1950. Et le PCF, en certaines périodes de son histoire, a lui aussi cédé à ces dérives.

Aujourd'hui, elles marquent profondément Jean-Luc Mélenchon : outre ses déclarations sur les travailleurs détachés, Samy Johsua d'Ensemble (qui pourtant s'est rallié à Mélenchon...) fait justement remarquer que, pour « l'Avenir en commun » (le programme de la « France insoumise »), la France n'est « à l'évidence » pas impérialiste, « sauf quand elle est à la remorque des USA »². Rien de nouveau sous le soleil : Trotsky, dans un texte de 1917, se moquait et soulignait l'impasse de ceux des socialistes qui considèrent « la France comme la terre élue de la révolution sociale » et donc la défendent « jusqu'au bout »³.

INSTABILITÉ DU CHAMP POLITIQUE

Voilà donc tout ce qui bouillonne à l'arrière-plan du théâtre des présidentielles, et qui s'ajoute aux ambitions personnelles pour produire une grande instabilité du champ politique. Deux éléments structurels s'imposent cependant : la consolidation du vote Front national derrière Marine Le Pen et le recul du PS. Les deux ont en partie les mêmes raisons : les dégâts du néolibéralisme qui profitent à Le Pen et discréditent Hollande et, sans doute, l'ensemble du PS. Il en résulte que probablement, Le Pen sera au second tour de la présidentielle et le PS non.

Marine Le Pen a réussi à assoir son emprise sur le FN et à se donner une image quasi-présentable en reléguant aux marges les plus compromettants. Le FN est parcouru de divergences sur les sujets sociaux (mais l'aile traditionaliste fait le gros dos pour l'instant) et sur l'économie (Marion Maréchal-Le Pen prônant une politique plus libérale). Mais tout cela ne dégènera en crise ouverte qu'en cas d'échec sanglant du parti aux législatives qui suivront la présidentielle.

L'image du PS est largement discréditée dans l'électorat populaire et son ressort



militant est atteint. Au néolibéralisme économique s'ajoute désormais une rupture avec ceux qui ont été révoltés, notamment, par la proposition de déchéance de la nationalité. Au-delà du foisonnement des candidatures à la primaire de la gauche du PS (Filoche, Lienemann, Hamon) et de celle de Montebourg, on ne voit poindre ni Sanders, ni Corbyn. Quant à Hollande et Valls, ils sont de plus en plus opposés mais chacun à sa façon représente la continuité du quinquennat. Il n'y a rien à en attendre pour résister au surcroît d'offensive antisociale que concocte le patronat. Reste à savoir si le PS, créé en 1972, survivra sous sa forme actuelle.

Quant à la droite, Sarkozy a subi un échec total à la primaire et la victoire d'un Fillon aux accointances catholiques conservatrices est une illustration supplémentaire que maximalisme néolibéral et vision réactionnaire de la société sont parfaitement conciliables. C'est bien connu aux Etats-Unis avec les fondamentalistes chrétiens; Pierre Dardot et Christian Laval l'avaient aussi noté à propos d'Erdogan en Turquie: «le néolibéralisme est capable d'enrôler dans sa logique le conservatisme islamique, tout comme d'autres idéologies en concurrence sur le marché des "identités culturelles"»⁴. Si la gauche gouvernementale a montré sa servilité envers le patronat, la victoire du candidat de la droite déboucherait sur une offensive immédiate avec une politique économique et sociale à la Thatcher, doublée d'un renforcement du discours et de la pratique sécuritaires, notamment en direction des quartiers populaires. Tandis que le mouvement syndical serait sommé de s'aligner ou de se faire casser.

Europe écologie-Les Verts, pour sa part, a cette dernière année éclaté en morceaux, avec le ralliement à Hollande d'une partie de son groupe parlementaire derrière Vincent Placé et Emmanuelle Cosse. Et la primaire a donné un résultat imprévu avec l'échec de Cécile Duflot et la victoire de Yannick Jadot.

Macron, de son côté, s'est sans doute dit qu'en ces temps d'incertitude et de manque de crédibilité des grands partis, il pouvait jouer sa carte personnelle avec le soutien d'une aile droite du PS (incar-

née notamment par le maire de Lyon, Gérard Collomb). L'incarnation des dérives les plus libérales du quinquennat se proclame «progressiste». L'avenir dira s'il retournera dans une banque...

Le Front de gauche est mort et Mélenchon essaie d'en capter l'héritage, mais en s'érigant au-dessus des partis. Jean-Luc Mé-

lenchon ainsi que se dégagera une issue à la crise du mouvement ouvrier.

L'attitude de Mélenchon a provoqué un certain émoi dans Ensemble qui l'a finalement rallié en majorité, avec plus ou moins de nuances quant au cadre de la «France insoumise». Et surtout au PCF, dont le vote des militants a finalement tranché en faveur d'un soutien à Mélenchon, par une majorité sensiblement réduite par rapport à 2012 (53,6% contre plus de 59%). Le PCF apparaît dans cette présidentielle comme un navire à la dérive où les principaux dirigeants soupèsent les alliances pouvant maximiser les chances de sauver quelques meubles aux législatives. Néanmoins, ce parti ne se réduit pas à son sommet: le refus du ralliement à Mélenchon regroupe des partisans de l'alliance avec le futur candidat du PS, des sectaires identitaires mais aussi des militants sincères et désorientés.

NOTRE PRÉSENCE AUX PRÉSIDENTIELLES

Cette situation conforte la légitimité de la campagne présidentielle du NPA derrière Philippe Poutou, avec ses trois axes: anticapitalisme, internationalisme, défense des droits démocratiques. Le chemin est difficile. La modification des règles du jeu par le PS rend encore plus ardue l'obtention des 500 signatures né-

cessaires. Mais il s'agit, dans un contexte compliqué et en s'appuyant sur les possibilités illustrées par le mouvement contre la loi El Khomri, de poser des jalons pour l'avenir. L'élection d'un aventurier comme Trump, capable de surfer sur le mécontentement social et le racisme montre la nécessité de créer, face en premier lieu au FN, un nouvel espoir pour les exploités et les opprimés. Ce ne peut qu'être une tâche de longue haleine. La participation aux présidentielles est loin d'en être l'essentiel, mais au stade actuel elle y contribuera. □

¹ La pauvreté est définie par rapport au revenu médian, celui qui sépare la population par moitié. Le seuil de pauvreté est égal, selon les études, soit à 50%, soit à 60% du revenu médian. L'Union européenne retient un seuil de 60%.

² «L'avenir en commun, radioscopie d'un programme», sur le site d'Ensemble!

³ Léon Trotsky, «Le programme de la paix», mai 1917.

⁴ Pierre Dardot et Christian Laval, «Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie», La Découverte, 2016.

⁵ Eric Melchior, «Jean-Luc Mélenchon et l'héritage du mitterrandisme», <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article39044>



Le 9 mars 2016 à Paris. Photothèque rouge/Milo.

lenchon mène une campagne différente de celle qu'il avait conduite en 2012, fondée non plus sur le rassemblement de la gauche antilibérale mais sur la rencontre d'un homme avec le peuple. La «France insoumise» se présente comme un mouvement d'en-bas mais est entièrement impulsée par le haut; en utilisant au besoin des procédés comme le tirage au sort des représentants, il s'agit de «rassembler le peuple».

Au-delà du programme de la «France insoumise» (en recul sous une série d'aspects sur celui du Front de gauche – sur le SMIC par exemple – et où la socialisation du système bancaire est toujours absente), Mélenchon fonctionne comme Mitterrand en son temps: l'essentiel est ce qu'il énonce lui-même sur les sujets sur lesquels il veut s'exprimer. Son éloge sans recul d'un Mitterrand, qui instilla le néolibéralisme dans la gauche française et n'hésita pas à recourir aux méthodes policières, est significatif. Quel que soit l'écho immédiat de sa campagne, ce n'est pas

BRÉSIL

Dix hypothèses sur la fin du cycle historique du pétisme

PAR VALERIO ARCARY

Après la séquence de la destitution (« impeachment ») de Dilma Rousseff, le Parti des travailleurs (PT) a subi une défaite écrasante lors des élections municipales des 2 et 30 octobre 2016. C'est la fin d'un cycle historique, celui qui avait débuté il y a près de quarante ans avec la constitution du PT comme force de plus en plus hégémonique au sein de la classe ouvrière – estime l'auteur de ce texte publié récemment au Brésil¹ (traduit du portugais par Jean-Philippe Divès).

« NE LAISSE PAS TES SOUVENIRS PRENDRE LE PAS SUR TES ESPOIRS » (ANCIEN DICTON PERSE)

1. Penser le futur de la gauche après l'impeachment de Dilma Rousseff et la chute de l'influence du lulisme sur la classe des travailleurs exige une perspective historique. Un cycle politique de près de quatre décennies s'est achevé par deux défaites qui, même si elles ont été plus ou moins simultanées, méritent d'être analysées séparément. Elles ont en effet une signification, des proportions et un impact différents. La première est la défaite politique du noyau dirigeant du PT devant sa propre base sociale, confirmée lors des dernières élections municipales. La plus importante a cependant été le retournement du rapport de forces social qui a permis l'accession au pouvoir de Michel Temer et de la très large coalition soutenant les plans d'austérité orchestrés par [le ministre de l'économie et des finances] Meirelles.

Aussi bien ceux qui considèrent que les deux phénomènes sont régressifs que ceux pour qui l'un et l'autre seraient progressistes se trompent de façon dramatique. Les erreurs d'appréciation stratégiques ont des conséquences différentes des erreurs tactiques. L'histoire nous a laissé sur ce point des leçons incontournables.

UN ESSAI DE PÉRIODISATION²

2. Tout au long de ce cycle historique, de nombreuses oscillations, favorables ou défavorables aux travailleurs et à leurs

alliés, sont intervenues dans les rapports de forces entre les classes :

a) de 1978 à 1981, une montée des luttes ouvrières et étudiantes, suivie d'une stabilisation précaire, consécutive à la défaite de la grève de l'ABC³ de 1980 ; et ce jusqu'en 1984, quand une nouvelle vague de mobilisation s'est étendue à tout le pays avec la campagne pour « des élections directes, maintenant », qui a imposé la fin négociée de la dictature militaire ;

b) une nouvelle phase de stabilisation en 1985-86, avec la prise de fonctions de Sarney et le plan Cruzado, puis une nouvelle montée des mobilisations populaires contre l'hyperinflation, culminant dans la campagne qui a porté Lula au second tour de la présidentielle de 1989 ;

c) à nouveau une stabilisation courte, avec les attentes générées par le plan Collor, suivie à partir de mai 1992 d'une nouvelle vague de luttes face à la montée du chômage et désormais à l'hyperinflation, culminant dans la campagne du « dehors Collor » ;

d) une stabilisation plus durable avec la prise de fonctions d'Itamar Franco et le plan Real, une détérioration du rapport de forces au détriment des travailleurs qui se sont retrouvés en position défensive après la défaite de la grève du secteur pétrolier, en 1995 ;

e) des luttes de résistance entre 1995 et 1999 ; une capacité de mobilisation renouvelée et étendue, en août de cette dernière année, avec la manifestation de 100 000 personnes pour le « dehors Cardoso », mais mise sous l'éteignoir par les

directions du PT et de la CUT qui, dans la perspective d'une victoire électorale en 2002, misaient sur des alliances politiques qu'un contexte de radicalisation sociale aurait empêchées ;

f) une stabilisation sociale tout au long de dix années de gouvernements de collaboration de classes, de 2003 à 2013, jusqu'à une explosion de mécontentement populaire, sans direction, faisant descendre des millions de personnes dans la rue – un processus qui s'est poursuivi jusqu'au premier semestre 2014 ;

g) et finalement une inversion très défavorable du rapport de forces, avec les immenses mobilisations réactionnaires de la classe moyenne, encouragées par LavaJato [nettoyage au jet, opération anti-corruption lancée par l'institution judiciaire], qui entre mars 2015 et mars 2016 ont servi de base au coup d'Etat judiciaire-parlementaire qui a renversé Dilma Rousseff, en clôturant ce cycle historique.

3. Ce cycle a constitué la phase ultime de la transformation, tardive quoique accélérée, du Brésil agraire en une société urbaine ; de la transition de la dictature militaire vers un régime démocratique-électif ; et de la genèse, ascension, apogée et déclin de l'influence sur les travailleurs du pétisme, devenu par la suite lulisme. Durant cette période, la classe dominante est parvenue à éviter l'ouverture d'une situation révolutionnaire comme celles qu'ont connues l'Argentine, le Venezuela et la Bolivie, même si



se sont ouvertes plus d'une fois des situations pré-révolutionnaires qu'elle a su bloquer ou contourner, en récupérant à chaque fois sa capacité de gouverner.

LULA ET LA BOURGEOISIE BRÉSILIENNE

4. L'élection en 2002 d'un président ayant ses origines sociales dans la classe ouvrière d'un pays capitaliste semi-périphérique a été un événement atypique, mais non une surprise. Le PT n'était déjà plus, comme en 1989, un sujet de préoccupation pour la classe dominante. Le bilan de ces treize années est irréfutable : le PT au gouvernement n'a jamais représenté une menace pour le capitalisme brésilien.

Ces gouvernements de collaboration de classes ont mené quelques réformes progressistes – réduction du chômage, augmentation du salaire minimum, programme « bourse familiale » [accordant des aides aux familles pauvres sous condition de scolarisation de leurs enfants], plus large accès aux universités et instituts de formation. Mais ce sont surtout les plus riches qui ont bénéficié d'une politique qui, jusqu'en 2011, a maintenu le tryptique libéral : excédent primaire supérieur à 3% du PIB, taux de change du réal autour de deux dollars US, contrôle de l'inflation en-dessous des 6,5% annuels. Tant que la position du Brésil dans la compétition internationale restait favorable, le silence de l'opposition bourgeoise, tout comme le soutien ouvert des banquiers, industriels, latifundistes et investisseurs étrangers, n'avaient rien pour étonner. C'est en 2011-2012, lorsque l'impact de la crise internationale ouverte en 2008 s'est fait sentir, que le soutien inconditionnel de la classe dominante a commencé à s'effriter.

5. Bien que le Brésil soit moins pauvre et ignorant qu'il y a dix ans, il n'est pas moins injuste. Le bilan historique est dévastateur : c'est de son propre fait que la direction luliste est devenue prisonnière de l'opération LavaJato, s'est déconsidérée aux yeux des travailleurs et des jeunes, a livré des classes moyennes exaspérées (par la corruption, l'inflation du prix des services, l'augmentation des impôts, etc.) au pouvoir de l'avenue pauliste [l'artère de Sao Paulo, siège des banques et grandes entreprises], en ouvrant la voie à un gouvernement Temer ultra-réactionnaire.

Ce n'est pas pour cela qu'une génération

avait tant lutté. Entre 1978 et 1989, Lula avait gagné la confiance d'une immense majorité de l'avant-garde ouvrière et populaire. Sa prééminence traduisait à la fois la force sociale du prolétariat et la simplicité ou innocence politique de ce dernier. Lula a gagné cette confiance grâce à son rôle courageux à la tête des grèves, réalisées par une classe ouvrière jeune et peu instruite, arrivée récemment des confins misérables des régions les plus pauvres, sans expérience antérieure de combats syndicaux ni tradition d'organisation politique indépendante, mais concentrée dans dix grandes régions métropolitaines et, pour les secteurs les plus organisés, dotée d'une capacité de lutte indomptable. Les illusions réformistes selon lesquelles il serait possible de changer la société sans conflit majeur ni rupture avec les classes dominantes prédominaient, et la stratégie du « Lula lá » [Lula au pouvoir, à la présidence] a polarisé les espoirs de toute une génération.

6. La classe ouvrière n'a pas été en mesure de maintenir son contrôle sur ses organisations et dirigeants après l'inversion du rapport de forces survenu en 1995, avec la victoire électorale de Fernando Henrique Cardoso, auréolé de son succès [comme ministre de l'économie et des finances] du plan Réal, et la grave défaite de la grève des travailleurs du pétrole. Libéré de toute surveillance de la base, l'appareil bureaucratique des syndicats s'est développé dans des proportions monstrueuses, tandis que l'appareil du PT s'est adapté institutionnellement au régime, au point d'en devenir méconnaissable.

Dans les mairies, les gouvernements des Etats [le Brésil étant un pays fédéral] et au Congrès fédéral, le PT avait montré qu'il s'opposait aux gouvernements en place, mais n'était pas un ennemi du régime démocratique-libéral de type présidentiel en vigueur depuis 1985 ; pas même, de façon irrévocable, à l'amendement constitutionnel ayant permis la réélection aux postes exécutifs (président, gouverneurs, maires), une distorsion antirépublicaine et réactionnaire.

Dès 1994, la bourgeoisie admettait que le PT pouvait être un parti d'alternance, disponible afin de gouverner en cas de crise économique et sociale plus sérieuse. Lula et [son premier ministre] Zé Dirceu se sont plus d'une fois engagés publiquement en faveur du respect des institutions, tout en exerçant des pressions afin de contrôler les mouvements

sociaux soumis à leur influence. Lula n'a pas été, comme Kirchner, une solution improvisée. Il n'a pas été une surprise comme Evo Morales. Ni n'a été considéré un ennemi, comme Hugo Chávez.

LA TRAJECTOIRE DU PT AU POUVOIR

7. Il est nécessaire de distinguer ce qu'ont été les gouvernements PT des perceptions et illusions, qui jouent encore en faveur de Lula dans les sondages en vue de l'élection présidentielle de 2018. La croissance économique des années 2004-2008, stoppée en 2009 mais ayant repris en 2010, a été inférieure à celle des pays voisins, mais l'inflation a également été moindre. Depuis 2011, avec Dilma à la présidence, le Brésil est entré dans une phase de stagnation économique et de reprimarisation de la production [recentrage sur les matières premières et les produits de base agricoles].

Les mesures contre-cycliques n'ont pas eu les effets escomptés. On a pourtant tenté un peu de tout : réduction du taux Selic [taux de base bancaire] ; financement à travers la Banque nationale de développement de projets des grandes entreprises mis en oeuvre dans le cadre du « Plan d'accélération de la croissance », avec la construction de barrages hydro-électriques en Amazonie, de nouvelles raffineries, ou encore les sondages pétroliers de champs sous-marins « pré-sel » ; exemptions d'impôt ; nouveaux et ambitieux partenariats public-privé, par exemple pour des stades et aéroports ; facilités et garanties redoublées pour les investisseurs étrangers ; sans compter les signaux de nouvelles réformes du travail et de la sécurité sociale. Malgré tout, la bourgeoisie a peu à peu, non sans hésitations, évolué vers l'opposition.

8. La popularité des gouvernements du PT, jusqu'à ce qu'en 2015 Dilma reprenne à son compte le programme du PSDB [opposition de droite] et rompe avec la base sociale du lulisme, s'explique par la réduction du chômage à moins de la moitié de ses taux des années 1990 ; le redressement du salaire moyen, revenu en 2011 à sa valeur de 1990 ; les possibilités accrues de mobilité sociale, du point de vue des revenus individuels comme de la redistribution sociale (même si l'on est seulement revenu aux niveaux, scandaleusement injustes, de 1990) ; l'augmentation réelle du salaire minimum, au-dessus de l'inflation ; l'extension des avantages de la bourse familiale.

Le PT au pouvoir n'a quasiment pas engagé de réformes progressistes et en a

conduit beaucoup de nature réactionnaire, mais il a gouverné avec plus de facilité que ses prédécesseurs. Ces dix années ne se sont cependant pas écoulées en vain. On a vu les débuts d'une réorganisation syndicale, à la gauche du gouvernement et des vieilles organisations telles que la CUT [Centrale unique des travailleurs] et le PT, même si ce processus a été lent. L'indéniable renforcement du PSOL (Parti Socialisme et Liberté) dans les élections de 2016 témoigne de ce qui pourrait arriver, mais reste l'objet d'un combat.

UNE ALTERNATIVE DE GAUCHE AU LULISME

9. Quelque chose de crucial s'est produit en 2016, qui a modifié les rapports de forces de façon très défavorable. A partir de mars 2015, les manifestations de l'avenue pauliste ont donné une visibilité à des groupes quasi souterrains d'une droite

exaltée et sont parvenues à mettre en mouvement, à une échelle de millions de personnes, des secteurs de classe moyenne et même populaires (ces derniers, principalement à partir des sectes évangéliques), en emmenant la droite institutionnelle dans leurs bagages. S'est alors ouverte une nouvelle situation défensive, du point de vue des intérêts des travailleurs.

Le procès de Lula sera aussi politique que celui de Dilma. Toute illusion quant à une neutralité de l'opération LavaJato serait fatale. Il est probable qu'il soit condamné et ne puisse pas se présenter à la présidentielle de 2018. Et il est douteux que la classe ouvrière se sente motivée pour descendre dans la rue contre une condamnation de Lula, alors qu'elle ne s'est pas mobilisée face à l'impeachment.

Personne à gauche ne devrait cependant rester neutre face à la sélectivité de LavaJato. Cette opération a précédé et nourri l'offensive qui a commencé en mars 2015 et s'est conclue par l'impeachment. Une manœuvre politico-judiciaire est en cours, destinée à empêcher Lula de se présenter. Tant que des preuves irréfutables ne sont pas présentées, la défense de la présomption d'in-

nocence est indissociable de la défense des libertés démocratiques.

10. La gauche syndicale combative, les partis de gauche socialiste, toutes les organisations révolutionnaires, malheureusement divisés mais disposant d'un important espace de dialogue avec la jeunesse et les secteurs les plus organisés du monde du travail, ne devraient



Dilma Rousseff et Lula. DR.

pas soutenir en 2018 une candidature du PT, quel qu'en soit le représentant.

Il est possible de construire dès à présent une alternative dans les luttes et dans les élections. Cela a été démontré à Rio de Janeiro autour de la candidature à l'élection municipale de Marcelo Freixo [du PSOL, 40% des voix au second tour], qui a mobilisé de façon spectaculaire de nouvelles couches militantes. Il se disait qu'avec la crise du pétisme, la démoralisation serait si forte qu'il nous faudrait attendre une génération, vingt ou même trente ans, pour qu'une alternative de gauche au lulisme puisse se construire parmi les travailleurs. Cela a été l'argument le plus repris contre la gauche anticapitaliste, qui se réduisait en fait à une lamentation : il ne suffit pas d'avoir raison dans ses critiques envers les gouvernements du PT, si l'on n'est pas capable de sortir de sa condition de petite minorité.

La réponse est simple : si, c'est possible, mais il y a une pré-condition très importante. Cela ne pourra se produire que dans le cadre d'une vague de luttes du mouvement des travailleurs et de la jeunesse. Les propositions anticapitalistes ne gagneront pas une influence de masse en dehors de situations révolution-

naires, ou qui du moins prennent une telle direction.

Mais l'avalanche a déjà commencé. La rupture avec le pétisme n'est pas quelque chose qui pourrait se produire dans l'avenir à un moment incertain. Plusieurs millions ont déjà rompu. Une très grande partie de la nouvelle génération de la classe ouvrière a déjà perdu ses espoirs dans le PT. Ce qui existe de vieux et de corrompu dans le mouvement des travailleurs et de la jeunesse doit être écarté pour ouvrir une voie nouvelle.

Les rythmes de chacun des deux processus ne sont pas identiques. L'effondrement de l'influence du PT est plus rapide que la construction de nouveaux instruments de lutte. Toute la question est de savoir si ceux qui rompent avec le lulisme trouveront ou non, à l'extérieur du PT et dans une opposition irréconciliable au gouvernement Temer, un pôle de gauche uni et suffisamment fort pour constituer un point d'appui dans la défense de leurs intérêts. □

1 Article paru dans le numéro 236 (décembre 2016) de Caros Amigos, la revue de gauche radicale la plus largement diffusée au Brésil, avec près de 40 000 exemplaires vendus. Valerio Arcary est un dirigeant du MAIS, Mouvement pour une alternative indépendante et socialiste, une organisation marxiste révolutionnaire issue récemment du PSTU, Parti socialiste des travailleurs unifié.

Les intertitres, comme ces notes, sont de notre rédaction. Pour faciliter la lecture en évitant une accumulation de notes de bas de page, une série de précisions (signalées à chaque fois en italique entre crochets) ont été insérées dans le corps du texte.

Sur l'analyse du processus qui a conduit à l'impeachment, voir l'interview de Ricardo Antunes, «Destitution de Dilma Rousseff – Que se passe-t-il au Brésil?», publiée dans notre numéro 76 de mai 2016.

2 Quelques brefs repères pour aider à la compréhension de cette partie : quatre présidents de droite se sont succédé entre 1985, quand le gouvernement de José Sarney a marqué la transition de la dictature à la démocratie bourgeoise, et 2002, date de la première élection de Lula. Accusé de corruption, le second d'entre eux, Collor, a dû démissionner en 1992 alors que sous la pression d'un immense mouvement de rue, orienté à gauche, il allait être destitué par le parlement pour corruption. De 1980 à 1994, le Brésil a vécu une période d'hyperinflation (jusqu'à un record de 30 000% en 1990) qui l'a conduit à changer plusieurs fois de monnaie, et n'a été finalement résorbée qu'avec le plan Réal du futur président Fernando Henrique Cardoso (alors ministre des finances du gouvernement d'Itamar Franco).

3 L'ABC est la banlieue industrielle de Sao Paulo, qui comptait nombre de grandes usines, en particulier de la métallurgie. Lula, en tant que président du Syndicat des métallurgistes de Sao Bernardo do Campo et Diadema, le plus important de la zone, a été la figure centrale des luttes et grèves de ces années-là – en subissant la répression de la dictature militaire à travers inculpations et emprisonnements.

Sous les matraques et les lacrymos, une crise d'hégémonie

PAR UGO PALHETA

Le renforcement des tendances autoritaires et répressives a été particulièrement significatif ces dernières années en France. A l'origine de ce phénomène général, international, se trouve la difficulté croissante des dominants à obtenir le consentement actif des populations.

Nous assistons en France à une accélération autoritaire dont les symptômes les plus apparents tiennent dans l'intensification du quadrillage sécuritaire des quartiers populaires, la montée du nationalisme et du racisme, ainsi que l'accroissement de la répression des mobilisations sociales (très visible au printemps dernier).

Si ces tendances autoritaires sont généralement expliquées soit par des facteurs purement conjoncturels soit par la violence intrinsèque au régime capitaliste, elles renvoient pourtant à une caractéristique centrale de la période dans laquelle nous vivons et luttons : le capitalisme, du fait des contradictions inhérentes à la configuration néolibérale qui s'est imposée à partir des années 1970, est entrée dans une crise d'hégémonie.

Faute d'une capacité à produire un consentement large et durable à leurs choix politiques, les classes dirigeantes sont conduites à recourir de plus en plus à la force brute pour assurer les conditions de perpétuation du système, à limiter les libertés réputées « fondamentales » dans une autre période, à renforcer le contrôle – y compris préventif – des populations, et à développer jusqu'à l'absurde les appareils répressifs d'Etat.

UNE ACCÉLÉRATION AUTORITAIRE

D'une manière claire pour quiconque prend cette question au sérieux, les tendances autoritaires, intrinsèques au capitalisme, se sont renforcées puissamment en France au cours des dix dernières années, la présidence d'Hollande n'ayant fait de ce point de vue que prolonger l'héritage sécuritaire de Sarkozy, avec une évidente accélération de-

puis novembre 2015. Il vaut la peine, pour s'en convaincre, d'offrir une description succincte de cette trajectoire autoritaire de l'Etat français, qui s'inscrit dans l'histoire longue de la V^e République – l'un des régimes les plus éloignés des standards de la démocratie libérale, parmi l'ensemble des sociétés capitalistes avancées – sans pour autant s'y réduire.

Le gouvernement ne disposant pas d'une majorité à l'Assemblée nationale pour plusieurs projets (dont la loi Travail), il a ainsi été contraint d'user plusieurs fois du 49-3, une procédure qui marginalise ostensiblement la démocratie parlementaire. Hollande et Valls ont en outre imposé un régime d'état d'urgence depuis novembre 2015, décidant de l'étendre à nouveau pour trois mois après la tuerie de Nice; cela alors même que dans ce dernier cas il ne s'agissait pas d'une attaque terroriste planifiée et préparée minutieusement par Daesh, et que l'inefficacité de l'état d'urgence a justement été démontrée de la manière la plus dramatique.

Le gouvernement ne se contente pas de vouloir constitutionnaliser l'état d'urgence; il œuvre méticuleusement à son institutionnalisation par l'empilement de lois antiterroristes (pas moins d'une quinzaine depuis 1986) et toute une série de dispositions liberticides (notamment des lois organisant un fichage généralisé de la population).

L'une des conséquences concrètes de l'état d'urgence, dans l'année qui vient de s'écouler, ce sont les centaines d'assignations à résidence et de perquisitions, contournant l'institution judiciaire et ciblant en particulier des musulmans et des habitants de quartiers populaires mais aussi, plus marginalement, des mi-

litants écologistes, syndicalistes, antiracistes et anticapitalistes. Cette progression inquiétante de l'arbitraire policier s'est également traduite par la brutalité de la répression qui s'est abattue sur les migrants, notamment depuis l'été 2015, mais aussi sur la mobilisation contre la loi Travail, à un niveau jamais atteint depuis au moins une vingtaine d'années en France.

On ne comprendrait rien à l'hostilité croissante et radicale de nombre de manifestants vis-à-vis des forces de l'ordre – bien marquée par la popularisation au fil des semaines du slogan « tout le monde déteste la police » – sans prendre au sérieux l'usage systématique des matraques, des « nassages » et des interventions brutales de la BAC au sein même des cortèges, sans oublier l'indifférence politico-médiatique et l'impunité judiciaire dont bénéficient les violences policières. Mais la crise de la démocratie libérale s'est exprimée aussi ces dernières années à travers la criminalisation de nombreux militants et la suspension à plusieurs reprises de la liberté de manifester, en particulier contre les manifestations de solidarité avec le peuple de Gaza subissant une énième agression meurtrière israélienne lors de l'été 2014, qui s'inscrit plus largement dans une criminalisation à l'échelle internationale du mouvement de solidarité avec la Palestine (notamment BDS).

Il faut se souvenir que lors de la manifestation du 19 juillet 2014 à Barbès, interdite mais tenue, la gauche et le mouvement syndical avaient été aux abonnés absents; en tant qu'organisation politique, seul le NPA appelait à la manifestation et était présent aux côtés d'organisations antiracistes et anti-impérialistes

(PIR, PYM, etc.) et de milliers de personnes, majoritairement issues de l'immigration postcoloniale, venues marquer leur solidarité avec le peuple palestinien et leur révolte face à la complicité du gouvernement français.

Quelques mois après avoir interdit les manifestations pour la justice climatique qui devaient se tenir à l'automne 2015 durant la COP21, le gouvernement a de nouveau tenté d'interdire une manifestation, cette fois syndicale, contre la

les pays, plus précisément selon les rapports de force politiques et sociaux qui les caractérisent, en particulier depuis le 11 septembre 2001.

Dans un nouvel exemple de « stratégie du choc »¹, il s'agit bien de profiter de la sidération provoquée par les attentats pour renforcer les capacités d'action, réactive mais surtout préventive, des appareils répressifs d'Etat, en visant des populations spécifiques : musulmans, roms, migrants, habitants des quartiers

dossier dans le précédent numéro de la revue *l'Anticapitaliste*). Celle-ci a été imposée par les classes dirigeantes – avec des rythmes différents selon les pays – dès les années 1970, pour faire face à la baisse des taux de profits (initiée dès la fin des années 1960) mais aussi à l'ampleur et à la radicalité des luttes ouvrières – en particulier Portugal et en Italie, mais aussi en France, en Grande-Bretagne et en Espagne. Or, cette configuration est entrée en crise en 2007-2008 et, sans véritable solution ni projet politique, les bourgeoisies n'ont pour l'instant d'autres possibilités que d'imposer au forceps un approfondissement du régime néolibéral.

Parce qu'il s'agit de restructurer toutes les dimensions du système économique et social (jusqu'aux formes de la vie même), afin de les soumettre intégralement à la seule logique de valorisation capitaliste, cette fuite en avant suppose de briser toutes les conquêtes de la gauche et du mouvement ouvrier ; tâche ardue puisque celles-ci se sont cristallisées sur le temps long dans le droit (code du travail) ou des institutions (sécurité sociale, services publics). Dans la mesure où ce sont précisément ces conquêtes qui ont permis d'amortir la crise de 2008 et de faire en sorte que des sociétés puissent « tenir » malgré un taux de chômage à des niveaux inconnus auparavant (en France, environ cinq millions) et une pauvreté devenue endémique, la situation créée ne peut qu'être explosive sur un plan politique et menacer la possibilité même de faire émerger une hégémonie.

Or, sans hégémonie durable, la politique capitaliste ne peut que se muer en pure et simple police, autrement dit tendre vers un usage permanent de la force et une répression, généralisée autant que préventive, de toute forme de contestation. C'est aussi en ce sens qu'on peut parler, avec Neil Davidson, du néolibéralisme comme « agent de l'autodestruction capitaliste ». A ce stade, même si la polarisation sociale et politique reste relativement faible dans la plupart des sociétés capitalistes avancées (sauf en Grèce qui a connu une situation quasi insurrectionnelle en 2011-2012, en raison de l'extrême brutalité de l'offensive des classes possédantes), il est clair que la capacité des classes dirigeantes à obtenir le consentement actif d'une majorité



DR.

loi Travail. Devant le scandale que cette tentative a provoqué, y compris parmi ses soutiens politiques et médiatiques, Hollande et Valls ont dû faire machine arrière mais ont néanmoins contraint les opposants à la loi Travail à une parodie de manifestation le 23 juin. Le fait que ce gouvernement ait pu envisager d'interdire une manifestation syndicale – appelée par la CGT, FO, Solidaires, la FSU, l'UNEF, l'UNL et la FIDL – en dit long à la fois sur la dérive droitière du PS et sur la profondeur de la crise politique. Rappelons qu'aucune manifestation syndicale n'a été interdite en France depuis celle de 1962 contre la guerre d'Algérie, au cours de laquelle neuf manifestants, dont huit militants de la CGT, furent tués par la police.

Il apparaît de manière de plus en plus claire que le gouvernement a utilisé les attaques terroristes de novembre dernier pour imposer un agenda autoritaire sur lequel convergent les principaux partis français : PS, LR ou encore UDI (sans même parler ici du FN). Cet agenda est partagé par les classes dirigeantes des puissances occidentales et a été mis en œuvre à des rythmes différents selon

populaires, ainsi que militants – syndicalistes, écologistes, antifascistes et plus largement de la gauche radicale.

UNE CRISE D'HÉGÉMONIE

Particulièrement marquées en France, mais également présentes dans toutes les sociétés capitalistes avancées, les tendances autoritaires ne sauraient être conçues comme une simple réponse des classes dirigeantes à une montée des luttes sociales et politiques. D'ailleurs un tel déterminisme mécanique, qui se fait souvent passer pour marxiste, était déjà erroné – ou du moins extrêmement insuffisant – pour comprendre la conquête du pouvoir par des mouvements fascistes dans les décennies de l'entre-deux-guerres, n'envisageant ces mouvements que d'une manière purement réactive et instrumentale (le fascisme comme outil manié par les classes possédantes pour mater des révolutions ouvrières, en cours ou à venir).

Dans le cas présent, la vague d'autoritarisme peut être conçue comme l'une des expressions de la crise de cette configuration particulière du capitalisme que l'on a dénommée « néolibérale » (voir le



de la population se trouve d'ores et déjà menacée.

Qu'on pense au Brexit ou à l'élection de Trump pour mesurer, parmi les développements récents, à quel point les bourgeoisies ne parviennent pas à imposer les choix politiques qui leur semblent optimaux pour assurer la pérennité du système capitaliste. S'il en est ainsi, c'est qu'elles ont en partie sabordé elles-mêmes, au cours des trente à quarante dernières années, les fondements de leur domination politique, qu'il s'agisse de leurs relais dans la société civile (les liens organiques avec le mouvement ouvrier dont disposait par exemple la social-démocratie) ou des formes parlementaires de production d'un consentement populaire aux politiques gouvernementales. Les parlements nationaux sont aujourd'hui marginalisés au profit d'autres instances de production du droit (notamment situées au niveau européen), si bien qu'ils apparaissent de plus en plus comme un théâtre d'ombres, où se joue une pièce tragi-comique sans aucune prise sur le monde.

Cela ne veut nullement dire que la révolution se présenterait à nous sur un plateau, par la logique même du capitalisme; au contraire, les forces réactionnaires, voire néofascistes, semblent actuellement profiter davantage de la nouvelle situation. Mais si celle-ci élargit le champ des possibles pour la gauche révolutionnaire, c'est que l'instabilité est amenée à devenir structurelle, tant les formes politiques prises par la domination capitaliste dans la seconde moitié du 20^e siècle sont progressivement démantelées. Dans la mesure où le néolibéralisme supprime tendanciellement à la fois toute forme d'extériorité au règne du Capital et les conditions même d'une stabilisation politique, sans doute doit-on revenir à la prophétie que Marx présentait comme un constat: «*tout ce qui avait solidité et permanence s'en va en fumée, tout ce qui était sacré est profané, et les hommes sont forcés enfin d'envisager leurs conditions d'existence et leurs rapports réciproques avec des yeux désabusés*».

CAPITALISME ET AUTORITARISME

Le capitalisme n'a jamais été démocra-

tique en lui-même, même au sens – tronqué voire hypocrite – de la démocratie libérale ou parlementaire. Rien dans ses structures fondamentales n'impose l'existence d'un gouvernement représentatif, du suffrage universel, des libertés civiques, et encore moins de droits sociaux limitant un tant soit peu l'exploitation, sans même parler d'une démocratie conçue selon son étymologie comme *pouvoir populaire*.

Au contraire, le capitalisme n'a jamais cessé d'être profondément autoritaire et anti-démocratique. Ce qui a pu varier au cours de son histoire, ce ne fut jamais la présence ou non de l'arbitraire et de la violence – logés au cœur même du mode de production capitaliste sous la forme de ce que Marx nommait le « despotisme d'usine », ou plus largement de la subordination des travailleurs aux propriétaires capitalistes –, mais le degré d'arbitraire du Capital et le niveau de violence de l'Etat capitaliste vis-à-vis des salariés mais aussi des petits paysans, dont on sait avec quelle brutalité ils furent (et sont) expropriés. Qu'on relise s'il est besoin les pages consacrées à l'accumulation primitive dans le livre 1 *du Capital*.

Il faut ajouter à cela que la construction de la démocratie libérale, en France particulièrement, s'est payée de l'assujettissement colonial et s'est fondée sur un pacte national/racial, vouant les peuples colonisés à l'exclusion de tout droit politique et à un traitement d'exception qui persiste en partie, sous des formes certes moins visibles, pour leurs descendants vivant en France, dont il s'agit d'écraser en permanence la capacité politique autonome².

On ne saurait donc craindre que le capitalisme devienne autoritaire, car il l'a toujours été. Mieux, le capitalisme porte en lui l'autoritarisme – sous des formes variées (dictatures militaires, régimes fascistes, bonapartismes, etc.) – comme la nuée porte l'orage. Là encore, la France a pour particularité de vivre, depuis le coup d'Etat gaullien de 1958, sous un régime que l'on peut qualifier d'Etat fort dans la mesure où les tendances autoritaires lui sont inhérentes, marginalisant dès l'origine les structures parlementaires classiques.³

L'hypothèse formulée par le politiste Colin Crouch, selon laquelle les sociétés capitalistes avancées seraient entrées dans l'ère de la « post-démocratie »⁴, a le défaut de reposer sur une vision largement fétichisée de la période antérieure à l'offensive néolibérale (les si mal nommées

« Trente glorieuses »), considérée comme une sorte d'âge d'or démocratique et social. Or, non seulement cette période ne fut qu'une parenthèse dans l'histoire longue du capitalisme, mais qui oserait dire à ceux et celles qui trimaient dans les usines ou sur les chantiers, aux ouvriers agricoles et aux OS immigrés, aux syndicalistes ouvriers et aux militants anticolonialistes, que dans ces années-là l'exploitation était plus douce, l'arbitraire patronal moindre et l'Etat bienveillant à l'égard des luttes des exploités et des opprimés ?

Peut-on affirmer pour autant qu'il n'y a « rien de neuf sous le soleil » ? Les structures politiques du capitalisme demeureraient invariablement autoritaires derrière le vernis de la démocratie libérale ? Nullement. Mais les transformations de ces structures suivent la pente des rapports de forces entre les classes et entre les nations, eux-mêmes évoluant au gré des luttes et de leur issue, mais aussi de la capacité des classes dirigeantes à intégrer politiquement des franges significatives des classes subalternes en construisant ainsi des blocs de pouvoir hégémoniques, ainsi qu'à mater les résistances des peuples du Sud global.

Plus profondément, la transition que Crouch décrit comme un passage de la démocratie à la « post-démocratie » devrait donc plutôt être comprise comme l'effet d'une vaste défaite des classes ouvrières et de la plupart des nations opprimées face à l'offensive menée par les bourgeoisies à partir des années 1970, mais aussi – car les rapports de forces ne sont pas strictement conjoncturels – comme un processus de soustraction de fonctions économiques et sociales décisives, la politique monétaire par exemple, à toute forme de contrôle populaire (même indirecte ou déformée par le parlementarisme), contribuant à l'avènement progressif de ce que Michel Husson avait nommé « un pur capitalisme ». De ce point de vue, la loi Travail imposée en France est l'épisode le plus récent, mais certainement pas le dernier, d'un processus visant à rétablir une autorité patronale pleine et entière en rognant tous les espaces d'intervention, d'organisation et d'autonomie conquis par les travailleurs. Ce n'est donc pas simplement sur le plan des libertés fondamentales, du respect du suffrage universel ou de la représentation parlementaire que s'affirment les logiques anti-démocratiques mais aussi, et en bonne partie, sur les lieux de travail.

Stéphane Beaud et Michel Pialoux avaient donné à voir dès 1999, dans leur *Retour sur la condition ouvrière*, les formes précises de cette offensive au niveau de l'entreprise elle-même, à partir du cas de l'industrie automobile et du site de PSA à Sochaux-Montbéliard. Ils montraient notamment comment les restructurations – passant par la sous-traitance en cascade, les transformations managériales, etc. – avaient essentiellement pour enjeu de faire reculer, jusqu'à l'écrasement, toutes les formes de contre-pouvoir ouvrier.

forme de l'islamophobie, du quadrillage répressif des quartiers populaires et de la répression des migrants. Intimement connectée à la poussée autoritaire et stimulée par les succès électoraux de l'extrême droite, c'est une politique ségrégationniste qui se met progressivement en place depuis une quinzaine d'années, en s'autorisant de cette figure par excellence de l'ennemi intérieur qu'est le musulman, construit et combattu comme corps étranger à la nation française – et par extension à l'Occident – mais surtout comme menace permanente dont la

vembre 2015) mais prenant aussi pour cible les mobilisations sociales (comme on l'a vu au printemps dernier), sans réinscrire cette évolution dans le mouvement de transformation durable des formes politiques de la domination bourgeoise.

Les centres du pouvoir capitaliste ne parvenant pas, par les moyens ordinaires de la démocratie parlementaire, à surmonter les contradictions du capitalisme dans sa configuration néolibérale et à obtenir une adhésion active des populations aux politiques menées, une période s'est ouverte de régression structurelle des droits démocratiques et sociaux conquis par la gauche et le mouvement ouvrier au 20^e siècle, mais aussi de lourdes menaces visant les minorités (notamment musulman-e-s, rom-e-s et migrant-e-s). Le renforcement des tendances autoritaires et racistes constitue ainsi l'une des coordonnées centrales de la situation politique nationale, européenne et mondiale.

S'il est donc crucial que les questions démocratique et du racisme soient prises au sérieux, dans leurs spécificités politiques, par les organisations de la gauche et du mouvement ouvrier, aucune défense de la démocratie – dans un sens un tant soit peu exigeant du terme, autrement dit non simplement comme respect d'une série de libertés civiques mais comme pouvoir du peuple – ne saurait être conséquente si elle refuse d'inscrire ses exigences et son action dans une perspective anticapitaliste, visant le renversement du pouvoir politique bourgeois et l'appropriation populaire des moyens de production, d'échange et d'information.

Mais cette hypothèse a un revers prometteur. La lutte contre les poussées autoritaires et racistes pourrait porter une dynamique anticapitaliste, si du moins elle se trouve fécondée par des mouvements prenant les problèmes à leur racine: la confiscation capitaliste du monde et le règne des logiques marchandes sur tous les aspects de nos vies. Ainsi l'aspiration à une « démocratie réelle » pourrait-elle, à cette condition, ne pas rester vaine. □



Le 19 octobre 2016, devant le Palais de justice d'Amiens. Photothèque rouge/JMB.

D'autres ont montré la violence de la répression antisindical dans les entreprises, qui s'articule avec la montée des dispositifs de domestication résumés sous l'appellation orwellienne de « dialogue social ».

L'autre plan sur lequel se déploie cette offensive est évidemment celui du racisme, en particulier sous la triple

présence justifierait tous les reculs démocratiques.

UNE PÉRIODE DE RÉGRESSION STRUCTURELLE

On ne peut comprendre l'accroissement de la répression, en particulier dans les quartiers populaires (où elle s'est encore intensifiée depuis no-

1 Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud, Paris, 2008.

2 Voir Sadri Khiari, *La Contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy*, La Fabrique, Paris, 2009.

3 Voir Jean-Marie Brohm et al., *Le gaullisme, et après? Etat fort et fasciation*, Maspéro, Paris, 1974.

4 Colin Crouch, *Post-démocratie*, Editions Diaphanes, Zurich, 2013.

Le tout-sécuritaire ouvre la porte à l'Etat policier

PAR ROSELINE VACHETTA

Le 9 septembre 1986 était promulguée la loi relative à la lutte contre le terrorisme et aux atteintes à la sûreté de l'Etat, la première des lois dites « antiterroristes ». Alors que l'arsenal judiciaire accumulé depuis cette date permettait déjà largement la répression des délits quels qu'ils soient, le quinquennat de François Hollande aura renforcé l'empilement de textes liberticides, vers une reconfiguration de l'Etat en un Etat policier.

La création de nouveaux délits aboutit généralement à plus d'enfermement. La loi de juillet 1996 avait ainsi créé le délit d'« association de malfaiteurs relative à une entreprise terroriste » qui incluait « l'aide aux personnes en situation irrégulière ». Le Conseil constitutionnel fit supprimer cet article. Supprimé dans la loi mais non dans les faits, des personnes étant toujours condamnées pour avoir aidé des migrants.

La loi du 21 décembre 2012 a quant à elle inauguré le délit d'« entreprise terroriste individuelle ». Celui-ci se fonde sur les habitudes, les relations, le visionnage de certains sites... Il juge un comportement, une supposée intention, pas des actes. C'est la présomption de culpabilité plutôt que la présomption d'innocence. La solidarité et le comportement sont aujourd'hui passibles de sanctions pénales pouvant conduire à la privation de liberté.

LA PRIVATION DE LIBERTÉ

D'autres mesures contribuent également à développer l'enfermement. Comme la durée des gardes à vue, initialement de 24 heures maximum, puis de quatre jours et maintenant de six s'il y a « risque d'attentat » – encore une notion très vague. Ou l'incarcération de personnes présumées innocentes, prévue comme une exception mais qui a augmenté de 11,5% entre 2014 et 2015. Le durcissement des peines est également réel pour l'ensemble des délits, surtout les plus petits, notamment les outrages à agents et rébellions lors d'arrestations; actes de « délinquance », évidemment plus fréquents lorsqu'il y a hyper présence policière, dans les quartiers populaires ou lors de mobilisations. Cette politique pénale et carcérale sert un gouvernement qui préfère payer chaque

année de lourdes amendes en raison de la surpopulation et de l'indignité des prisons, ainsi que financer un plan de construction de 10 000 places qui contribueront à la richesse des Bouygues et consort, plutôt que de vider les prisons. Pour aller dans cette autre direction, il faudrait changer les critères qui continuent à enfermer les plus pauvres d'entre nous dans les prisons de la misère.

Enfin, la rétention de sûreté n'a pas été supprimée. Celle-ci autorise le maintien en centres fermés, sans nouveau jugement, de personnes ayant purgé leur peine, pour une durée indéterminée sous prétexte de dangerosité. Cela pourra hélas toujours servir ! Avec les assignations à résidence et les centres de rétention pour personnes ayant reçu une OQTF (obligation de quitter le territoire), la rétention de sûreté est l'une des vraies zones de non-droit de la « République ».

TOUS FICHÉS !

Si le filage de nos vies n'est pas nouveau, le gouvernement Hollande a multiplié les lois visant la géolocalisation quasi absolue de nos faits et gestes, déplacements, liens familiaux et sociaux. Il s'agit pour le pouvoir de tendre vers le profilage absolu de citoyens. La loi du 21 décembre 2014 prolonge la surveillance des données de connexion « dans un but préventif ». La loi renseignement de 2015, adoptée en procédure rapide, place la surveillance sous le contrôle direct du Premier ministre et de ses services, en légalisant la surveillance des communications sur le territoire et avec l'étranger.

Concrètement, le gouvernement a évincé la justice dans le processus de décision, légalisant ainsi les vieilles pratiques barbouzes de surveillance. La loi du 3 juin 2016 autorise l'utilisation de nouveaux

dispositifs techniques permettant de capter directement les connexions à l'aide de l'IMSI (numéro unique figurant sur la carte SIM et permettant à un réseau mobile d'identifier un utilisateur) et de fausses antennes relais. La pose de caméras dans les cellules de détenus est autorisée et les fouilles des voitures et bagages par la police deviennent possibles sans autorisation du procureur ni consentement du propriétaire.

Cette politique du renseignement, sous couvert de traquer les éventuels terroristes, non seulement signe la remise en cause drastique des libertés mais fabrique la suspicion qui encourage racisme et délation. Les discours de Valls, « il faut neutraliser les groupes terroristes », « s'attaquer à notre ennemi de l'intérieur », « déradicaliser les islamistes », sont des véritables appels à la guerre. Parce qu'ils jettent le doute sur une partie de la population, musulmane ou supposée telle, ils deviennent un élément constructif d'une frontière à l'intérieur de la société entre « eux » et « nous ». Parallèlement on voit se renforcer tous les « récits nationaux », supposés historiques et scientifiques, autour de l'identité nationale.

Enfin, il n'y a pas de limite à la surveillance des citoyens : le méga fichier TES (pour « titres électroniques sécurisés ») qui doit rassembler les données notamment biométriques de 60 millions de Français, institué en douce par décret du ministre de l'Intérieur, en est la preuve. C'est une politique dangereuse, d'abord parce qu'aucune raison ne justifie cette entreprise attentatoire au respect de nos vies, et surtout parce que ces mégas fichiers pourraient être un jour exploités à des fins monstrueuses, comme l'Histoire nous l'a appris.

HOLLANDE, PRÉSIDENT DE «L'ÉTAT PERMANENT D'EXCEPTION»

Une année sous état d'urgence, et déjà le gouvernement annonce sa prorogation pendant toute la période électorale! Cazeneuve a pourtant reconnu dès mai 2016 qu'«il y a effondrement de l'efficacité de l'état d'urgence, les arrestations ont été réalisées les premiers mois de son instauration. 3579 perquisitions administratives en 7 mois, 67 peines prononcées, dont 31 susceptibles de relever de l'apologie du terrorisme et 5 pour actes de terrorisme».

Si l'état d'urgence n'a pas d'utilité dans la lutte antiterroriste, il a une autre fonction, celle de maintenir l'ordre, leur ordre au service des possédants. Il a notamment conduit à renforcer le plan Vigipirate. En activité continue depuis le 8 septembre 1995, sous la responsabilité directe du Premier ministre, Vigipirate permet un quadrillage urbain et, depuis janvier 2015, la mobilisation de l'armée. 122 000 personnels militaires patrouillent, dont 50 000 dans le cadre de l'opération Sentinelle, en particulier autour des zones déclarées sensibles – gares, aéroports, grands événements festifs ou sportifs... et évidemment les quartiers populaires. Des moyens énormes sont mobilisés. D'après le ministre de la Défense, l'opération Sentinelle coûte un million d'euros par jour. Avec la militarisation de l'espace public, toute notre vie est encadrée.

Le nombre des interdits ouverts par l'état d'urgence est si grand que toute action de résistance, même parfaitement légitime, devient potentiellement illégale. Et dangereuse: la répression violente, à l'aide de moyens et de méthodes qui relèvent souvent de la guerre, se trouve légitimée. Les violences policières, même si elles peuvent blesser souvent et tuer parfois, tout comme les bavures policières en augmentation dans les quartiers populaires, demeurent impunies. La justice de flagrance avec les comparutions immédiates, dont le nombre a doublé l'an passé, alourdit systématiquement les peines prononcées.

L'état d'urgence n'existe pas dans les autres pays européens, pourtant confrontés eux aussi à des attaques terroristes. En France, où il a été créé dans le cadre de la guerre d'Algérie afin d'y légitimer l'hyper violence d'Etat, puis utilisé pour mater la révolte kanake puis celle des quartiers populaires à l'automne 2005, il porte en lui de clairs relents colonialistes et racistes.

LA RECONFIGURATION EN COURS DE L'APPAREIL D'ETAT

L'Etat et ses institutions sont des outils autoritaires au service d'un système économique profondément injuste et inégalitaire. L'Etat organise l'oppression, la division et si possible la soumission des exploités pour le profit du capital. Mais ce pouvoir prend des formes différentes. En France, l'Etat de droit est défini par une double obligation: la séparation et l'équilibre des différents pouvoirs, car «seul le pouvoir peut arrêter le pouvoir», et la protection des droits. De toute évidence nous ne sommes plus dans un Etat de droit, puisque non seulement le gouvernement ne fait pas respecter nos droits, même ceux inscrits dans le préambule de la Constitution, comme celui au logement par exemple, mais il suspend quand il le veut ceux qui existent encore.

C'est le cas du droit de manifestation. L'état d'urgence a donné les pleins pouvoirs à l'exécutif, évinçant la justice, pourtant elle aussi au service des puissants, mais jugée lâche par le président de la République et conspuée par des policiers dans des manifestations aux relents factieux.

Reçus par le président et le ministre de l'intérieur, les policiers obtiendront 250



millions d'euros, des postes, du matériel et de l'armement militaire, avec la bienveillance d'une grande partie de la classe politique à droite comme à gauche et la complicité des syndicats de policiers réhabilités par le gouvernement; ainsi qu'une promesse inestimable, celle d'un projet de loi qui pourrait être examiné avant la fin de l'année, sur la présomption de légitime défense. Seul le syndicat Sud Intérieur a averti qu'«on ne peut aller plus loin que le régime de légi-

time défense tel que nous le connaissons, plus serait un pas vers l'État totalitaire». Alain Brossat estime dans Mediapart que s'affranchissant de la loi qu'ils sont censés faire respecter, «ils sont dans la rue pour exiger plus de pouvoir, davantage de liberté d'action et moins de tutelle. Ils rêvent d'un Etat policier». D'après un sondage du Cevipof, 56% d'entre eux voteraient en 2017 pour le FN, le parti dont le programme porte leurs revendications.

PENSER ET AGIR

Il faut prendre la mesure de ce qui est en train de se jouer dans cette conjonction entre les politiques économiques néolibérales et le renforcement de l'autoritarisme policier. Droite et «gauche» gouvernementales sont en train d'impulser des transformations de fond des démocraties bourgeoises, pourtant déjà limitées sur de nombreux plans.

Le gouvernement divise le camp populaire par la peur, le racisme, la répression, les attaques violentes contre tous nos biens communs. Avec beaucoup d'autres, nous sommes mobilisés pour les droits au travail, au logement, à la santé, à l'éducation, pour l'accueil de tous les migrants, contre leurs grands projets inutiles et leurs guerres. Contre l'identité nationale

qui va sans doute être au cœur de la présidentielle, il faut aussi affirmer plus fortement l'identité sociale et la communauté d'intérêts des opprimé-e-s et exploité-e-s. Il faut travailler avec tous ceux, toutes celles qui le veulent à la convergence, la cohérence, l'audace de nos combats. Il nous faut croiser tous les terrains, du local à l'international. C'est à ce prix que nous pourrions mettre en œuvre une «politique des opprimés», qui ira jusqu'à renverser ce système. □

Air France: les mille facettes de la répression patronale

PAR LÉON CRÉMIEUX

Il y a un an, deux dirigeants d'Air France perdaient leur chemise alors qu'ils s'enfuyaient du siège de la compagnie devant plus de deux mille salariés en colère. L'image a fait le tour du pays et bien au-delà. Elle est devenue le symbole de la colère ouvrière...

Cette colère exprimait le refus d'un énième plan patronal fait de menaces et de chantages, construit seulement pour augmenter la marge financière de l'entreprise. Mais cette colère permettait aussi d'exprimer avec force la puissance collective que peuvent représenter des travailleurs/ses mobilisés face à un petit groupe de dirigeants. La réaction, tant de la direction d'Air France que du gouvernement, a été une vraie réaction de classe, tout comme les commentaires haineux de la plupart des médias.

La mise à pied a été immédiate pour les cinq salariés poursuivis pour l'exemple et ils ont été licenciés avant tout jugement, simplement pour avoir été au cœur de la scène sans même qu'ils puissent leur être reproché le moindre geste agressif. Dix autres salariés ont été aussi sanctionnés pour «dégradations». Pour la direction, c'était l'exorcisme nécessaire afin de faire rentrer dans le rang les salariés mobilisés et de faire en sorte que la hiérarchie retrouve sa place «naturelle». Dans le même but, Valls s'était empressé de rendre une visite obséquieuse aux dirigeants d'Air France, pour leur apporter sa pleine solidarité. 2900 suppressions d'emplois, des services entiers sous-traités, le blocage permanent des salaires, l'augmentation de la productivité, la précarisation des conditions de travail et donc de la vie personnelle et familiale, cela était et est encore le visage quotidien de la violence patronale d'Air France, la violence «normale» des patrons, sans parler évidemment de l'arrogance et du mépris qui l'accompagnent.

AIR FRANCE, UN EXEMPLE PARMI D'AUTRES

On touche avec l'exemple d'Air France au cœur de la violence patronale quotidienne et du rôle que joue la règle disciplinaire dans l'entreprise, la répression sous toutes

ses formes, répression non seulement de l'action syndicale, mais de l'action des travailleurs/ses en général, dès qu'elle échappe à l'ordre fixé dans l'entreprise par l'encadrement et la hiérarchie. Des centaines d'autres exemples pourraient être pris, au premier rang celui des Goodyear d'Amiens ou des postiers – du 92 notamment –, et à chaque fois les ingrédients sont les mêmes: une direction impose sa violence habituelle, faite de sanctions, de remise en cause des droits collectifs, de licenciements, de fermeture de site.

Des salariés se mobilisent et agissent contre cette violence. Et s'ils envahissent une salle de CE, un bureau de la direction, pire s'ils osent comme les Goodyear (mais aussi comme bien d'autres avant eux) retenir les dirigeants pour qu'ils rendent des comptes, ils deviennent de facto des voyous, des casseurs....tout simplement parce qu'ils ne restent pas à leur place de salariés soumis et obéissants. Dans chacune de ces occasions, on peut constater à quel point le pouvoir politique, son gouvernement, sa police et son appareil judiciaire jouent leur rôle de défenseur collectif des intérêts patronaux. La récente décision de la Cour d'appel de Chambéry sanctionnant à nouveau Laura Pfeiffer, inspectrice du travail ayant dénoncé les agissements des dirigeants de Tefal, a de nouveau révélé la collusion existant le plus souvent entre les directions d'entreprises et la Direction générale du Travail avec, le plus souvent, un assentiment des tribunaux.

C'est à partir de ces exemples et de ces situations que l'on comprend à quoi obéit la répression syndicale, car au quotidien, et de mille manières, elle vise un but simple: empêcher les travailleurs/ses de se constituer en force collective, d'agir pour remettre en cause le «despotisme d'usine» dont parlait Marx, c'est-à-dire le pouvoir discrétionnaire du patronat dans le cadre

du «contrat de louage», comme on disait au 19e siècle. Car n'oublions jamais que les rapports de production non seulement confisquent aux salariés la propriété des moyens de production, mais les mettent aussi, dès qu'ils pénètrent dans l'entreprise, dans une situation de soumission et d'obéissance envers l'encadrement.

EMPÊCHER LES TRAVAILLEURS DE SE CONSTITUER EN FORCE COLLECTIVE

Aussi, il n'y a pas que les rassemblements comme ceux du 5 octobre 2015 (lors de l'épisode de «la chemise») qui soient intolérables pour les directions d'entreprises, celle d'Air France par exemple. C'est toute l'activité collective des salariés, des militants syndicaux dès qu'ils cherchent à résister, à remettre en cause cette soumission et les exigences patronales, qui est intolérable.

Les dirigeants savent pour cela utiliser un droit exorbitant prévu par la loi et le Code du travail: le pouvoir judiciaire d'inculpation, d'enquête, de jugement et de sanction au sein de l'entreprise, c'est-à-dire ce qu'on appelle le droit disciplinaire. Les dirigeants et leur encadrement sont en permanence juge et partie. C'est ce qui vient d'être mis en pratique par Air France en licenciant, pour violence et faute lourde, ses cinq salariés. Quand bien même le délibéré (attendu pour le 30 novembre) du Tribunal de Bobigny blanchirait totalement les cinq salariés licenciés, la direction d'Air France ne reviendrait pas sur le licenciement et n'aurait aucune obligation de le faire.

Ce droit disciplinaire est mis en œuvre beaucoup plus silencieusement chaque jour vis-à-vis de salariés, militants syndicaux ou non. Les licenciements «pour faute» sont en montée constante dans toutes les catégories, proportionnelles à la pression exercée pour augmenter la productivité. Ainsi, notamment chez les PNC

(personnels de cabine, hôtesses et stewards), de petits oublis ou des retards deviennent désormais des fautes lourdes, pouvant vite amener au licenciement. La «justice patronale», le droit disciplinaire représente un moyen permanent de pression et une arme arbitraire pour sanctionner les militants syndicaux combattifs.

MULTIPLICATION DES LICENCIEMENTS «POUR FAUTE»

Cela peut prendre une dimension plus importante comme chez Bluelink, filiale 100% d'Air France consacrée aux réservations et au système de fidélisation clientèle (Flying Blue). Dès sa création, en 2008, la section Sud Aérien a représenté une épine dans le pied du «dialogue social», appelant les salariés à se mobiliser contre les plans de la direction et refusant les compromissions. Dès lors, systématiquement, la direction s'est évertuée à cibler les délégué-e-s Sud Aérien, faisant aussi bien comprendre aux salariés qu'il fallait se tenir à l'écart de ce syndicat et de ses délégués. Lorsqu'en avril 2010, Sud a recueilli

ration dans les avions. En 2007, la direction décidait d'expulser les sections syndicales CGT, CFDT et SUD de leurs locaux pour leur imposer des algecos sur le parking, permettant ainsi de contrôler plus facilement les salariés se rendant dans les locaux syndicaux (de la même manière, la direction de Bluelink a voulu imposer quelques années plus tard à Sud Aérien un local syndical obligeant à passer devant les bureaux de la direction...). Les nervis de la direction de Servair allèrent jusqu'à défoncer les locaux à coup de masse pour vider les bureaux...

Là encore, dans ces attaques, le but était le même: criminaliser les syndicats revendicatifs, créer un effet repoussoir auprès des salariés et pousser au silence. Parallèlement, à la même période, un salarié s'était retrouvé licencié «pour faute», peu de temps après avoir dénoncé les manquements aux règles de sécurité pour les camions de chargement dans les avions... Toujours chez Servair, la direction, à plusieurs reprises, a licencié des délégués CGT pour mettre fin à leur activité syndi-

lors celles et ceux qui mettent en pratique un syndicalisme réel.

LA RÉPRESSION NE FRAPPE PAS AU HASARD

En cela, les cibles de cette répression sont rarement prises au hasard. Dans le cas de la «chemise» c'étaient quatre salariés du Cargo (ceux qui chargent et déchargent les marchandises des soutes et des avions Cargo) et un de la maintenance industrielle, cinq syndiqués CGT dont un élu. Alors que dans la bousculade autour des deux dirigeants se trouvaient pêle-mêle des pilotes, des hôtesses et stewards, des agents du sol, des services d'enregistrement de Roissy, de l'Industriel, non syndiqués ou syndiqués FO, SUD, UNSA ou CGT, ce double choix (fonction et syndicat) n'avait rien de fortuit. Il s'agissait de coller médiatiquement à l'imaginaire produit par les qualificatifs de casseurs et voyous utilisés par la direction et par Valls. Donc rien de mieux que des ouvriers des secteurs du Fret et de l'Industriel affiliés à la CGT... Le but était aussi de tenter de diviser les catégories et les syndicats face à cette «agression». Ce fut d'ailleurs tout le sens de la communication de la direction dans les semaines qui ont suivi le 5 octobre, avec un message récurrent: «Air France, ce n'est pas ça!»

Air France est d'ailleurs souvent classée parmi les entreprises où le dialogue social est très poussé...Et c'est vrai, selon les critères habituels des réseaux RH (cadres des «ressources humaines») ou du gouvernement. Mais les quelques exemples ci-dessus montrent bien que le dialogue social a un spectre très étroit, celui de la soumission aux orientations de la direction et de l'absence de toute riposte aux attaques patronales.

Le dialogue social, dans le groupe Air France comme dans beaucoup de grandes entreprises du privé ou du public, est une médaille à deux faces: celle de la corruption et celle de la répression. Les syndicats qui accompagnent les projets de la direction et savent «contenir» la colère des salariés bénéficient non seulement de plus grandes faveurs en terme de moyens syndicaux (par exemple par les moyens supplémentaires donnés en cas de signatures d'accords), mais également par les carrières exemplaires dont peuvent bénéficier leurs dirigeants nationaux. Ainsi, dans les années 1990 et 2000, la plupart des dirigeants des bureaux syndicaux nationaux d'Air France était passés cadres dans les cas où cela ne correspondait pas à leur statut professionnel antérieur. □



Le symbole de la «chemise» s'est installé dans les cortèges combattifs des salariés d'Air France – et plus largement. DR.

42% aux élections du conseil d'administration, la direction a décidé de s'attaquer frontalement aux délégués. Ce ne sont pas moins de cinq licenciements qui ont directement visé des syndicalistes ou sympathisants. Huit délégué-e-s, sur la dizaine que comptait la section Sud Aérien, ont également été frappés par de lourdes sanctions disciplinaires, sans autre motif que celui de leur activité syndicale.

Le syndicat vient il y a quelques jours de gagner en Cour d'appel, contre l'entreprise, sur les cas de discrimination syndicale envers des membres de Sud Aérien, visés par des sanctions disciplinaires, notamment le licenciement d'une candidate aux élections professionnelles.

On pourrait aussi prendre l'exemple d'une autre filiale à 100% d'Air France, la Servair, hôtellerie du Groupe, service restau-

cale et le délégué central CGT, Manuel Goncalves est depuis dix ans l'objet d'interdiction de badge d'accès aux locaux, en butte à une répression systématique.

On pourrait multiplier les exemples de ces atteintes au droit des salariés de se défendre et de s'organiser, ces entraves lorsque les salariés dénoncent les manquements aux règles de sécurité au travail. Elles sont légion dans l'assistance aéroportuaire, à Roissy et Orly notamment. Elles constituent en permanence un pendant de la corruption ou tentative de corruption matérielle de délégués syndicaux. Dans la plupart des centaines de PME qui constituent le tissu de ce secteur, coexistent souvent cinq ou six sections syndicales, dont la majorité malheureusement sont essentiellement des émanations patronales. La répression frappe dès

DANS LES QUARTIERS SUD DE GRENOBLE

Du collectif face aux politiques sécuritaires, antisociales et racistes

PAR JOSÉ ROSTIER

Le 30 juillet 2010, Nicolas Sarkozy, alors président de la République, prononçait le « discours de La Villeneuve ». Ce discours, il ne le fit pas dans le quartier lui-même, d'ailleurs. La tension y restait forte après plusieurs nuits d'émeutes¹, et la zone était soumise à un véritable état de siège. Il le fit à la préfecture, dans les ors de la République. Il y annonça le durcissement autoritaire de l'Etat qui s'accélère aujourd'hui sous nos yeux.

Renforcement des pouvoirs de police, affirmation décomplexée d'un racisme d'Etat², stigmatisation de la jeunesse des quartiers populaires... Sarkozy usa d'un discours caricaturalement colonialiste pour annoncer, au-delà de la volonté de « reconquête de territoires », la mise en place d'un projet sécuritaire voué à dépasser largement le simple traitement des émeutes dans les quartiers.

A La Villeneuve, les menaces présidentielles furent d'autant plus mal vécues qu'elles s'adressaient à un quartier de Grenoble marqué « à gauche » par son histoire et animé par une profonde vie associative et militante. Cette relative vitalité politique se retrouve de plus en plus confrontée à des niveaux de tension sociale particulièrement élevés : depuis le discours de Sarkozy, pression policière, chômage, austérité, offensives racistes se sont accentués. Des collectifs locaux cherchent à y répondre. C'est sur cette tension que voudrait insister cet article.

UN QUARTIER MARQUÉ « À GAUCHE »

La Villeneuve et son voisin le Village olympique, sont nés d'un ambitieux projet urbanistique, porté par une nouvelle équipe municipale à partir de 1965. Menée par Hubert Dubedout (un socialiste sans étiquette), une liste d'union PSU-SFIO (socialistes)-groupes locaux avait pris la mairie à la droite. Elle représentait alors, jusqu'au niveau national, un modèle de gauche « moderne » et « citoyenne » chargé de réformer une ville dynamique en pleine expansion. Elle lança un ambitieux chantier de grands ensembles de logements sociaux dans le sud de l'agglomération. A la Ville-

neuve, les premières « galeries » furent habitées en 1972 : bâtiments de qualité, innovations urbanistiques, « mixité sociale » réfléchie, immenses espaces verts centraux (« la plus belle cité de France vue du ciel »), projets éducatifs novateurs et présence des services publics, la cité se voulait une vitrine pour Grenoble.

Le « Village », les « Villeneuve » n'échappèrent cependant pas au sort de ce type de quartiers confrontés à partir des années 1980 à l'augmentation du chômage puis de la précarité, à la disparition de nombreux emplois industriels, au recul des services publics et à la disparition de commerces de proximité. Le taux de chômage y est supérieur à 23 %, plus de 40 % pour les jeunes (15-24 ans, chiffres 2015). L'économie informelle fait son lot de victimes et plusieurs règlements de compte meurtriers ont eu lieu ces dernières années.

Pourtant, lorsque qu'en septembre 2013, un documentaire « sensationnaliste policier catastrophiste » fut diffusé dans l'émission Envoyé spécial, une réaction puissante des habitant-e-s de la Villeneuve affirma son affection pour le quartier et la qualité de sa vie collective. Des assemblées générales furent organisées et lancèrent rassemblements, action en justice contre France Télévision, diffusions collectives d'un film réussi utilisé comme réponse, et affirmation de la richesse de l'activité d'un quartier populaire³.

LES POLITIQUES DE CONTRÔLE SOCIAL : DU CLIENTÉLISME À LA DESTRUCTION ?

A La Villeneuve, les réseaux militants sont aussi anciens que le quartier lui-même. Dans cette immense concentration de pro-

létaires (12 000 habitants pour la seule Villeneuve de Grenoble) se rencontrèrent très vite des populations et des militants issus de l'immigration, parfois de l'exil politique, d'autres issus des classes moyennes « blanches » de la ville pour qui La Villeneuve fut souvent un projet politique, social ou pédagogique à part entière.

Pour la mairie et l'Etat, elle fut bien sûr une zone sensible, à contrôler au plus près. La présence policière fut doublée d'une politique clientéliste systématique sous les mandats de Destot (PS). La vie associative en fut un peu irriguée de subventions, au risque de l'affaiblissement de la radicalité politique, et d'un éloignement de l'essentiel des habitants. Mais ce modèle s'est grandement effrité dans les années 2000 avec la baisse des financements municipaux. Il a aussi défait les illusions d'une génération de militants associatifs et politiques quant à la collaboration institutionnelle et au PS local.

Aujourd'hui, l'actualité est d'avantage celle du contrôle policier direct et de « l'aménagement urbain ». L'opposition fondamentale entre polices et population (jeunesse notamment) dans le quartier est assez structurelle. Elle se nourrit de la simple multiplicité des atteintes aux droits imposées par les flics. Ici, nul n'ignore la réalité des humiliations et violences policières répétées, ni ne peut en sous-estimer le racisme. A travers les périodes de contrôles d'identité, elles appartiennent au quotidien, celui des jeunes en particulier.

Les émeutes de 2010 ne furent pas massives, loin de là. Mais leur légitimité était ressentie très largement. Les réponses à cette révolte furent essentiellement représ-

sives. Après l'intervention directe de la police et la mise sous état de siège, on y installa les nouvelles unités du ministre de l'intérieur Hortefeux, les Brigades spécialisées de terrain lancées en août 2010. En décembre de la même année, le même Hortefeux présenta à Grenoble une nouvelle unité mixte police-gendarmerie («unité mixte d'intervention rapide») formée précisément pour intervenir face aux émeutes populaires urbaines. Inutile de préciser que ces logiques n'apportèrent aucune paix.

EROSION DU TRAVAIL SOCIAL

Elles accompagnent par contre l'érosion du travail social, principalement via la baisse des financements des collectivités territoriales. Commencées sous le PS au département (Vallini) et dans Grenoble (Destot), ces coupes s'accélérent aujourd'hui avec la droite au département et la majorité Verts-PG-Ensemble à la mairie de Grenoble autour d'Eric Piolle. Le Codase³, par exemple, structure départementale assurant l'essentiel de l'intervention d'éducateurs et éducatrices de rue⁴, déjà fragilisé sous Vallini, a perdu cette année 11% de ses subventions départementales. La baisse progressive des subventions municipales aux associations d'éducation populaires (au réseau important de MJC⁵ sur la ville, notamment), ou le sabrage de la santé préventive dans les écoles par le dernier plan de rigueur de Piolle participent de la même façon à cette destruction du service social public de proximité. Elle s'accompagne d'une injonction sécuritaire renforcée. Le Codase s'est vu ainsi imposer de limiter ses actions à la déscolarisation et... à la prévention de la «radicalisation».

L'aménagement urbain, troisième pilier de la gestion des quartiers dits sensibles, repose aujourd'hui sur les destructions. A La Villeneuve, elles cherchent à répondre en partie à des impératifs sécuritaires, en ouvrant des accès aisés à de larges espaces jusqu'alors fermés par les barres d'immeubles. Elles s'attaquent en effet à un bâti de bonne qualité, alors que la ville continue de se construire et d'être en manque de logements sociaux. Une première tranche a été détruite, le «50 galerie de l'Arlequin». Le coût en logements disparus et financement public des travaux en a été phénoménal, sans aucun gain en termes de qualité de vie. Les travaux ont par contre permis d'élever un nouveau parking. Aubaine pour l'entreprise Effia, à qui la municipalité Piolle offrit en 2014 la concession (qui était auparavant municipale...).

Détruire, chasser, vendre, privatiser... Ini-

tiée par le PS en mépris total de la parole d'habitants, ces destructions sont appelées à s'étendre avec la municipalité actuelle. Deux nouvelles tranches sont annoncées, de nouveau sans aucune consultation de la population. Pourtant, là aussi, des collectifs militants cherchent à se faire entendre.

DES COLLECTIFS MILITANTS FACE AUX DÉFIS DE L'AUSTÉRITÉ.

La Villeneuve est un quartier où l'on sait se mobiliser. Des premières générations militantes, il reste bien des habitants, restés dans un quartier agréable à vivre. La convivialité est assurée par un réseau associatif dense et souvent inventif. Les générations de la marche pour l'égalité de 1983 et des déceptions face au PS y sont pleinement actives. Elles sont aujourd'hui rejointes par une jeunesse, souvent précaire, née ou installée dans le quartier, qui participe ou anime les luttes pour le logement, des structures auto-organisées, de l'éducation popu-

contre la loi Travail du printemps 2016, elle fut particulièrement peu mobilisée. La proximité géographique du terrain choisi par Nuit debout et occupé plusieurs semaines n'y changea pas grand-chose. Depuis juillet 2016, c'est la lutte contre le «plan de sauvegarde du service public» de la mairie de Grenoble qui nécessite une large unité. La Villeneuve souffrait déjà de l'austérité municipale. Les coupes du premier budget «Piolle» dans la culture avaient ainsi balayé l'important festival «Quartiers libres». Le nouveau plan de rigueur ne supprime pas de lieu à La Villeneuve même, mais deux bibliothèques municipales des quartiers voisins. Le mouvement qui s'est levé contre ce plan existe à la fois (un peu) sur les quartiers concernés, et par une intersyndicale CGT-SUD-FO de la mairie. Mais les différents rassemblements réussis (notamment devant – ou dans... – les conseils municipaux) ne mobilisent pas encore les populations les plus



Vu de La Villeneuve, novembre 2016. Photo José Rostier.

laire, de l'anticolonialisme, de l'organisation politique (c'est essentiellement à partir de la Villeneuve qu'a été créé en 2015 un actif groupe FUIQP⁶, suite à une montée réussie à Paris pour la marche de la dignité et contre le racisme).

La Villeneuve est donc un quartier qui «compte» politiquement à Grenoble. Mais si cette importance est reconnue par l'essentiel du mouvement social grenoblois, la conjonction reste difficile entre ces réseaux militants essentiellement «blancs» et classe moyenne, et ceux des quartiers populaires. La Villeneuve n'y fait pas exception, malgré la densité et la mixité de ses réseaux militants. Lors de la mobilisation

directement touchées... Nécessité pourtant décisive pour pouvoir gagner sur ce terrain, comme sur tant d'autres. □

1 Le quartier de la Villeneuve sortait de plusieurs nuits de confrontations entre quelques jeunes et les forces de police, suite à la mort d'un braqueur abattu par la BAC dans la cité. Le niveau de répression judiciaire des personnes arrêtées au cours de ces émeutes sera considérable.

2 Avec la «promesse», déjà, de déchéance de nationalité pour des criminels binationaux.

3 «La Villeneuve, l'utopie malgré tout», voir <http://www.publicsenat.fr/thematique/villeneuve>

4 Comité dauphinois d'action socio-éducative.

5 Maisons des jeunes et de la culture, associations issues de l'éducation populaire mais largement financées sur fonds municipaux.

6 Front uni de l'immigration et des quartiers populaires, <https://www.le-tamis.info/structure/collectif-pour-la-dignite-et-contre-le-racisme-38>

1956, la crise de Suez

PAR GALIA TRÉPÈRE

Soixante ans après, retour sur ces événements qui ont constitué un moment charnière dans la mise en place d'un ordre mondial aujourd'hui disparu...

Il y a 60 ans, à la fin du mois d'octobre 1956, la France et l'Angleterre organisaient secrètement avec Israël une intervention militaire contre le régime égyptien de Nasser qui, deux mois auparavant, avait osé défier les puissances occidentales en nationalisant le canal de Suez.

Tandis qu'à l'ONU, on recherchait une solution diplomatique pour garantir la libre circulation sur le canal, Paris et Londres déployèrent leurs avions de chasse et leurs bâtiments de guerre au large d'Alexandrie, après trois mois de propagande guerrière contre Nasser, alors décrit comme le « nouveau Hitler ». Elles armèrent et couvrirent l'intervention de l'armée israélienne, qui occupa le Sinaï. Mais moins de 48 heures après que leurs parachutistes eurent sauté sur Port-Saïd, les gouvernements du socialiste Guy Mollet et du très conservateur Anthony Eden tiraient leurs troupes sur l'injonction des Etats-Unis et de l'URSS.

L'événement annonçait la fin de l'influence de la France et de l'Angleterre au Moyen-Orient. Plus généralement, alors que le gouvernement socialiste de Guy Mollet, incapable de venir à bout de la révolte de la population algérienne, venait d'intensifier la « sale guerre » dans ce pays, il présageait la fin de la domination coloniale des vieilles puissances européennes, désormais supplantées de façon irréversible par l'impérialisme américain.

Quant à l'Etat d'Israël, qui devait son existence et sa survie à la détermination des colons juifs pour qui, après le génocide nazi, il n'y avait pas d'autre perspective que la solution sioniste, il apparut à cette occasion, pour la première fois de façon très claire, comme un gendarme de l'impérialisme au Moyen-Orient.

Alors qu'au même moment les chars russes écrasaient l'insurrection ouvrière hongroise, c'était aussi une expression du nouvel équilibre interna-

tional qui naissait de la stabilisation des rapports de forces entre les Etats à l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, un ordre basé sur le partage du monde et du maintien de l'ordre contre les peuples entre les deux grandes puissances victorieuses, la bureaucratie soviétique et l'impérialisme américain.

LE CANAL DE SUEZ, SOUS LA TUTELLE DES PUISSANCES COLONIALES

Long de 193 kilomètres et large de 300 mètres en moyenne, le Canal de Suez permet de raccourcir de 8000 kilomètres – distance du contournement de l'Afrique – la navigation entre l'Asie et l'Europe. C'est un élément stratégique fondamental pour les puissances occidentales car il est une des routes les plus rapides pour acheminer le pétrole du Moyen-Orient jusqu'en Méditerranée. Mais au-delà, sa nationalisation par Nasser le 26 juillet 1956 avait éclaté comme un défi insupportable à ceux qui se pensaient comme les maîtres du monde : « le défi qu'il vient de lancer à l'Occident », s'indignait l'éditorialiste du Monde le 28 juillet 1956, en parlant de cette décision de Nasser qu'il rapprochait de la nationalisation par Mossadegh du pétrole iranien, en 1951.

Le diplomate Ferdinand de Lesseps, qui avait conçu le projet de canal et en avait négocié la réalisation avec le « vice-roi » d'Egypte Mohamed-Saïd, avait obtenu de celui-ci, le 30 novembre 1854, « le pouvoir exclusif de constituer et de diriger une compagnie universelle pour le percement de l'isthme de Suez et l'exploitation d'un canal entre les deux mers ». Le 15 décembre 1858, il avait fondé la Compagnie universelle du canal maritime de Suez – ancêtre de la multinationale française Suez-Lyonnaise des eaux –, qui avait son siège social à Alexandrie et son siège administratif à Paris.

La compagnie bénéficiait en outre d'une concession qui lui donnait le

pouvoir de construire, entretenir et exploiter le canal pendant une durée de 99 ans à compter de son ouverture à la navigation. Société par actions, elle était possédée à 44% par l'Etat égyptien et, pour le reste, par 21 000 actionnaires français.

Les travaux qui commencèrent en avril 1859 furent achevés en novembre 1869. Travaux pharaoniques exécutés par plus d'un million et demi d'Egyptiens dont 120 000 – nombre cité par Nasser, dans son discours annonçant le 26 juillet 1956 à la radio la nationalisation du canal – moururent sur le chantier, la plupart du choléra.

Ce qui aurait dû être une source de revenus pour l'Egypte précipita en fait sa ruine. L'Etat égyptien, qui s'était fortement endetté en achetant la moitié des actions du canal, croulait sous cette dette. La Grande-Bretagne, qui s'était un temps opposée à la construction du canal, se saisit de l'occasion pour se remettre dans le jeu et racheter ses actions à l'Egypte, dont les finances furent néanmoins déclarées un peu plus tard en faillite. En 1876, le gouvernement égyptien fut placé sous la tutelle d'une caisse de dettes dont les administrateurs – deux Français et deux Britanniques, un Autrichien et un Hongrois – organisèrent les restrictions budgétaires, le licenciement des fonctionnaires et autres plans comparables à ceux imposés aujourd'hui à la Grèce ou à d'autres pays par la Banque mondiale, le FMI et la BCE.

Les réactions dans la population furent tellement vives que le gouvernement égyptien fut renversé par un groupe de militaires. En 1882, les troupes britanniques intervinrent sur place et prirent le contrôle de l'administration du pays.

Après sa rupture avec l'Empire ottoman pendant la Première Guerre mondiale, l'Egypte devint un sultanat sous protectorat britannique mais en 1922, confrontée à des révoltes populaires

de grande ampleur, la Grande-Bretagne renonça à son protectorat, tout en conservant une grande influence sur le régime du roi Fouad 1er. Et ceci, jusqu'au renversement du fils et successeur de ce dernier en 1952 par de jeunes officiers progressistes, au premier rang desquels s'imposa deux ans plus tard Gamal Abdel Nasser.

LA NATIONALISATION DU CANAL, UN « DÉFI LANCÉ À L'OCCIDENT »

Comme ce sera le cas plus tard avec les exploitations sucrières à Cuba, la nationalisation du Canal de Suez se fit en repréailles à des pressions impérialistes, au refus en l'occurrence

Pakistan et l'Iran. L'Égypte, sollicitée de façon pressante, refusa de la rejoindre, essentiellement à cause de la présence de la Grande-Bretagne, l'ancienne puissance coloniale détestée de la population.

Un autre grief contre Nasser fut qu'en novembre de cette même année 1955, il annonça officiellement avoir conclu un accord avec l'URSS pour des livraisons d'armes par la Tchécoslovaquie, destinées à faire face aux incidents frontaliers qui se multipliaient avec Israël. Enfin, Nasser affirmait publiquement son accord avec les principes adoptés lors de la conférence des « non-alignés » qui s'était tenue avec

pables de s'en passer. Des pilotes égyptiens furent recrutés, se formèrent sur le tas et remplirent avec succès leur toute nouvelle tâche.

Cette politique déterminée face à la vieille puissance coloniale anglaise valut à Nasser une popularité extraordinaire en Égypte même et dans l'ensemble du Moyen-Orient. C'était une forme de revanche pour les populations qui avaient subi tant d'humiliations de la part des puissances coloniales. Et pour ces dernières, une raison supplémentaire de vouloir se débarrasser de Nasser.

Telles furent les raisons véritables de l'intervention militaire franco-britannique contre l'Égypte. Mais les deux compères européens se livrèrent à une machination des plus perverses, négociée en secret avec les dirigeants israéliens pour tenter de légitimer leur forfait.

ISRAËL ENTRE DANS LE JEU

Les dirigeants israéliens réagirent immédiatement, comme les dirigeants français et britanniques, à la nationalisation du canal. Depuis la première guerre israélo-arabe, en 1948-49, la bande de Gaza était occupée par l'Égypte et les tensions territoriales entre les deux États étaient incessantes. A l'origine de l'État d'Israël, il y avait les foyers d'implantations juives que l'Angleterre, par la déclaration Balfour de 1917, avait autorisées... sur les terres déjà occupées par les Arabes palestiniens. Une stratégie du diviser pour régner en Palestine qui était alors une de ses colonies.

Après la guerre, en 1947, une résolution de l'ONU, votée aussi bien par les États-Unis que par l'URSS, organisa le partage de la Palestine et la naissance de l'État d'Israël. Un an plus tard, les dirigeants israéliens, qui pouvaient compter sur la détermination des Juifs à s'assurer un refuge en Palestine, élargirent leur territoire à l'issue de la première guerre israélo-arabe.

Les accrochages étaient réguliers à la frontière égyptienne. Les Palestiniens qui avaient été chassés de chez eux faisaient des incursions en territoire israélien pour récupérer une



Novembre 1956, les troupes françaises aux abords de Port-Saïd. DR.

des États-Unis d'honorer la promesse de crédits qu'ils avaient faite à l'Égypte pour la construction d'un barrage sur le Nil, à Assouan. Le barrage devait doubler ou tripler la surface des terres irriguées et fournir de l'énergie hydro-électrique.

Les relations internationales et les alliances étaient encore mouvantes dans le Moyen-Orient issu de la guerre. C'est ainsi que l'URSS avait voté dans le même sens que les États-Unis en faveur du partage de la Palestine à l'ONU et que la Tchécoslovaquie fut le premier État à livrer des armes à Israël.

Le 24 février 1955 fut signé sous les auspices des États-Unis le pacte de Bagdad, une alliance militaire entre la Turquie et l'Irak, à laquelle adhérèrent ensuite la Grande-Bretagne, le

Tito et Nehru, en avril 1955 à Bandung.

Le 19 juillet 1956, le secrétaire d'État américain, John Foster Dulles, faisait savoir que les États-Unis retiraient l'offre de prêt précédemment faite à Nasser et invitaient la Banque mondiale à en faire autant. L'URSS, de son côté, affirmait le 22 juillet qu'elle ne financerait pas le barrage.

Le 26 juillet, Nasser annonçait à la radio, en terminant son allocution par un éclat de rire, que le canal de Suez était nationalisé. Les actionnaires, essentiellement anglais et français, de la Compagnie du canal seraient indemnisés et les droits de passage serviraient à financer le barrage. Plus tard, en septembre, la compagnie du canal renvoya ses pilotes en escomptant que les Égyptiens seraient inca-



partie de leurs biens et l'Etat d'Israël organisait en retour des représailles en territoire égyptien. La tension monta encore d'un cran après les achats d'armes de l'Egypte à la Tchécoslovaquie. Israël profita de la situation pour obtenir de la France des avions de chasse et des chars AMX.

Les dirigeants de l'Etat sioniste se saisirent de l'occasion de la nationalisation du canal pour justifier une intervention de leur armée en territoire égyptien. Ils allaient bénéficier d'un sérieux coup de main de la part des gouvernements français et britannique.

INDIGNITÉ DE LA GAUCHE FRANÇAISE

Ces derniers auraient voulu non seulement reprendre le contrôle du canal de Suez, mais aussi renverser Nasser. Cependant, le Premier ministre britannique Anthony Eden hésitait, la majorité gouvernementale conservatrice était divisée. La bourgeoisie anglaise était soucieuse de préserver ses bonnes relations avec les Etats arabes. En France, le Premier ministre était le socialiste (SFIO) Guy Mollet. Elu au sein du Front républicain au début de l'année 1956 en promettant de faire la paix en Algérie, il avait fait volte-face moins de trois mois plus tard après un voyage en Algérie où il avait été hué et malmené par des colons français et l'extrême droite. Le 12 mars 1956, son gouvernement s'était fait voter à une très large majorité, les voix des 146 députés du PCF incluses, les pouvoirs spéciaux qui donnaient à l'état-major de l'armée toute latitude et la liberté d'utiliser la torture. Il envoya en Algérie des renforts militaires malgré les manifestations d'appelés qui ne voulaient pas de cette sale guerre.

Pour le ministre résident Robert La-coste, il fallait « punir » Nasser qui hébergeait au Caire des dirigeants de la rébellion algérienne et dont la radio « La Voix des Arabes » soutenait les nationalistes algériens. Un homme se signalait aussi par sa détermination à intervenir, François Mitterrand qui était alors ministre de la Justice et prônait la défense de la civilisation contre « un émule de Hitler », en reprenant le leitmotiv de la campagne

politique et médiatique qui s'était déchaînée pendant l'été à Paris. Si Nasser était identifié à Hitler ; le « laisser-faire » des puissances occidentales était comparé à la lâche capitulation, à Munich en 1938, des dirigeants français et anglais devant Hitler qui venait d'envahir la Tchécoslovaquie. Cette même analogie mensongère, un summum de mauvaise foi, fut d'ailleurs utilisée une nouvelle fois par Mitterrand, devenu alors président de la République, contre Saddam Hussein après l'invasion du Koweït en août 1990.

LE « COUP MONTÉ »

En août, Guy Mollet obtint un large accord à l'Assemblée nationale pour une intervention militaire en Egypte. Seuls les députés du PCF et poujadistes s'abstinrent.

Alors qu'à l'ONU, les discussions tournaient autour de la recherche de solutions diplomatiques et négociées pour permettre un retour à la libre circulation sur le Canal de Suez, à Sèvres, en France, se tinrent le 24 octobre des négociations secrètes entre les dirigeants français, britanniques et israéliens. Il y avait entre autres Guy Mollet et le chef d'état-major des armées, Challe, un des futurs putschistes d'Alger en 1961, Ben Gourion, Shimon Peres et Moshe Dayan.

Le plan imaginé consistait en une première attaque de l'armée israélienne aboutissant à l'invasion du Sinaï, suivie d'un ultimatum franco-britannique ordonnant aux deux parties, Israël et Egypte, de retirer leurs troupes de chaque côté du canal pour y assurer la liberté de circulation, puis, après un constat prévisible de refus de l'Egypte, d'une intervention des troupes françaises et anglaises.

Le 29 octobre, comme prévu, les troupes israéliennes de Moshe Dayan pénétrèrent dans le Sinaï, appuyées par des avions de chasse français sous camouflage israélien, et progressèrent très rapidement et plus loin que prévu, dans l'ensemble du Sinaï et jusqu'aux bords du canal de Suez. Le 30 octobre, les gouvernements français et britannique adressèrent leur ultimatum, comme convenu, aux états-majors israélien et égyptien pour leur intimer l'ordre d'arrêter les combats et, comme il était prévisible, l'Egypte refusa.

Ce fut le prétexte au déclenchement

de l'intervention. Dès le lendemain de l'ultimatum, le 31 octobre, les avions français et britanniques attaquèrent l'Égypte depuis Chypre et détruisirent tous les avions égyptiens au sol.

Le 5 novembre, les troupes franco-britanniques débarquèrent à Port-Saïd au mépris de l'adoption la veille d'une résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, exigeant un cessez-le-feu.

LES ETATS-UNIS ET L'URSS SIFFLENT LA FIN DE LA PARTIE

Les Etats-Unis et l'URSS avaient déjà présenté le 30 octobre au Conseil de sécurité de l'ONU un projet de résolution ordonnant un cessez-le-feu et le retrait des troupes israéliennes du Sinaï, mais la France et la Grande-Bretagne y avaient opposé leur veto. De même Guy Mollet, Anthony Eden et Ben Gourion ignorèrent-ils la résolu-



tion votée le 4 novembre par l'Assemblée générale de l'ONU.

Le 5 novembre, au lendemain de la deuxième intervention des troupes « soviétiques » en Hongrie¹, le maréchal Boulganine adressait à la France, à la Grande-Bretagne et à Israël un ultimatum dans lequel l'URSS menaçait d'intervenir contre leur agression « coloniale » de l'Egypte, avec toutes

les armes dont elle disposait. Pour les dirigeants de la bureaucratie, l'affaire de Suez offrait une diversion, un écran de fumée qui leur permettait de masquer leur forfait contre la classe ouvrière hongroise en prenant la défense des peuples opprimés par le joug colonial.

Eisenhower, de son côté, était furieux que ses alliés soient intervenus sans aucune concertation avec le gouvernement américain. Le 6 novembre, les Etats-Unis vendirent massivement des livres sterling pour faire pression sur le gouvernement anglais. Celui-ci d'abord, puis le gouvernement français, acceptèrent le même jour le cessez-le-feu.

L'Égypte accepta la présence le long du canal d'une force d'interposition de l'ONU à la place des forces françaises et anglaises, dont le retrait

UN NOUVEL ÉQUILIBRE MONDIAL AUJOURD'HUI RÉVOLU

En ces mois d'octobre et de novembre 1956, c'est sur fond de la sale guerre d'Algérie que les vieilles puissances coloniales anglaise et française avaient lancé à l'assaut de l'Égypte leurs marines, avions de chasse et parachutistes. Les dirigeants de l'URSS, quoiqu'ils aient lancé un ultimatum pour exiger le retrait de ces troupes, n'étaient pas mécontents que l'attention soit détournée ailleurs que sur leur propre zone d'influence. Au même moment en effet, la bureaucratie «soviétique», toute déstalinisée qu'elle était, faisait intervenir contre la classe ouvrière hongroise son armée et ses blindés pour écraser les insurgés qui se battaient pour un socialisme démocratique.

A la guerre pour faire rentrer dans le rang les peuples qui se soulevaient contre le colonialisme correspondait dans leur zone, à l'Est de l'Europe, la répression des révoltes ouvrières. Ces dernières, comme les luttes de libération nationale, représentaient un danger pour l'ordre international et l'ordre social. Mais bien peu nombreux étaient ceux et celles qui dénonçaient les crimes des deux camps. Dans l'un et l'autre bloc, les crimes d'un camp servaient de justification à ceux de l'autre.

Derrière la rivalité entre les deux blocs, derrière la «guerre froide» qu'avait déclenchée l'impérialisme américain pour tenter d'enlever à l'URSS sa mainmise sur les territoires qu'elle avait occupés à la fin de la guerre, il y avait en fait une alliance tacite contre les peuples. C'en était fini du partage officiel et déclaré du monde, que les craintes d'une révolution après la guerre avaient persuadé les dirigeants impérialistes et Staline de conclure à Yalta. Mais la convergence d'intérêts contre les peuples perdurait, en particulier face à la vague des révolutions anticoloniales.

L'impérialisme bénéficiait d'un allié qui faisait la police contre les peuples et les travailleurs, en URSS même et dans son glacis, la bureaucratie stalinienne, un facteur réactionnaire indispensable au maintien de l'ordre international. Non seulement d'ailleurs par ses capacités d'intervention

contre les travailleurs, mais également parce que le stalinisme, produit de la pression de la réaction contre la vague révolutionnaire qui avait suivi la Première Guerre mondiale, avait profondément perverti les partis et les idées qui se réclamaient du communisme.

La guerre froide avait connu et connu encore des crises très chaudes où le monde se vit à deux doigts de la guerre mondiale – la guerre de Corée puis la crise des fusées à Cuba. Mais l'ordre international, le pouvoir des classes dirigeantes, se stabilisait et assura, sous cette forme, la perpétuation de l'exploitation des travailleurs et des peuples pendant plusieurs décennies.

Aujourd'hui, 25 ans après la disparition de l'URSS, sous la pression de l'offensive de la mondialisation libérale et financière, ce monde a définitivement disparu, la page est tournée. Mis à l'épreuve de la nécessité de maintenir l'ordre mondial à lui seul, l'impérialisme américain apparaît fragilisé, son hégémonie menacée à plus ou moins longue échéance par les nouvelles puissances impérialistes que sont la Chine, l'Inde, la Russie. La situation en Syrie où le bourreau de son peuple, Bachar al-Assad, a reçu l'appui de la Russie de Poutine sous les yeux complices des Etats-Unis et de l'Europe, est un révélateur de ce nouvel ordre mondial, fait de chaos et de violences, en proie aux forces les plus réactionnaires. Le monde des Trump, Poutine, Erdogan ou Le Pen.

Tel est le résultat de l'offensive des classes dirigeantes pour reprendre systématiquement ce qu'elles avaient dû concéder aux travailleurs et aux peuples, les acquis de leurs luttes et de leurs révolutions. Les organisations et partis – sociaux-démocrates, communistes, anticolonialistes – qui avaient conduit ces luttes ont épuisé leurs forces, fait faillite, domestiqués d'abord puis intégrés à l'ordre dominant.

Mais à travers les bouleversements entraînés par la mondialisation libérale et financière, la classe ouvrière a connu un développement considérable à l'échelle internationale. C'est elle qui détient les clés de l'avenir. □

Gamal Abdel Nasser (à gauche), avec Fidel Castro en 1960 à New York. DR.



s'acheva le 12 décembre. Elle avait été défaite militairement, et même sévèrement, mais la victoire politique de Nasser était totale et fut un formidable encouragement au nationalisme arabe. L'impérialisme anglais était supplanté au Moyen-Orient par l'impérialisme américain dont Israël devint le gendarme, le bras armé dans la région.

1 Voir le dossier « 1956, crise du stalinisme et révoltes ouvrières » publié dans notre numéro 75 d'avril 2016.

À PROPOS DE *LES BOLCHEVIKS PRENNENT LE POUVOIR*

Ce que fut le bolchevisme en 1917

PAR UGO PALHETA

Les éditions La Fabrique viennent de publier *Les Bolcheviks prennent le pouvoir*, un classique de l'historiographie de la Révolution russe initialement paru en anglais en 1976.

Ce livre d'Alexander Rabinowitch a l'énorme mérite de restituer ce que fut la Révolution russe à Petrograd, alors capitale de la Russie mais surtout épice de la révolution : à la fois un mouvement d'insubordination généralisée de l'ensemble de la société où les classes dirigeantes se montraient incapables d'imposer leur domination comme auparavant et où les classes subalternes ne consentaient plus à cette domination (la définition même d'une « crise révolutionnaire » selon Lénine), mais aussi un moment d'accélération et de bifurcation politiques, dont les conséquences s'avèreront gigantesques au niveau mondial.

Si le livre donne à voir ce qui fut donc une authentique révolution populaire, l'auteur étudie surtout – et dans le plus grand détail – la politique et l'action des bolcheviks, aussi bien au niveau de la direction du parti qu'à celui des militants et des organisations intermédiaires – de juillet à octobre 1917. Il permet ainsi d'éviter l'écueil croisé d'une dissolution du rôle du parti bolchevik (qui, pour Eric Hazan dans son livre *Dynamique de la révolte*, n'aurait fait que courir après les événements et n'aurait eu aucun rôle réel, sinon de canaliser la combativité populaire), ou inversement d'une fétichisation (qu'elle soit négative, les bolcheviks comme putschistes et usurpateurs, ou positive, comme incarnation politique du prolétariat russe).

À la lecture de ce livre, il apparaît clair que l'explication du destin spécifique de la Révolution russe, entre février et octobre 1917, doit être cherchée dans la dialectique complexe entre une situation très particulière (la Russie est alors engagé, aux côtés de la France et de la Grande-Bretagne, dans la Première Guerre mondiale), une révolte populaire extrêmement puissante et créative, une auto-organisation de

masse incarnée par les Soviets – dans les quartiers, les entreprises, sur le front, mais aussi dans les campagnes, partout poussent des conseils –, et un parti parvenant à conquérir une audience de masse au sein du prolétariat et décidé à mener la révolution à son terme (c'est-à-dire à briser le pouvoir politique bourgeois).

TROIS CARACTÉRISTIQUES FONDAMENTALES

Un point important ressort du travail magistral de Rabinowitch : le rôle spécifique de Lénine. Bien que son action fut absolument décisive pour redresser en différentes occasions la politique de la direction du Parti bolchevik et donner une perspective de résolution – par l'insurrection armée – de la crise révolutionnaire, le livre fait apparaître très clairement qu'il ne fut en rien l'ordonnateur incontesté de la révolution d'Octobre, voire un demiurge décidant de tout en chaque moment ; cela, contrairement à ce que laisse entendre une vision policière ou stalinienne (mais ce ne fut souvent qu'une même chose), mais aussi une certaine orthodoxie trotskyste ayant trop souvent succombé à une forme d'héroïsation ou de mythification du dirigeant bolchevik.

L'une des raisons en est que Lénine fut pour l'essentiel coupé du mouvement révolutionnaire (du moins jusqu'à l'insurrection d'octobre) : étant recherché activement par la police après l'insurrection avortée de juillet, lancée en bonne partie par certains secteurs du Parti bolchevik (contre la volonté de la direction), cette dernière craignit – sans doute avec quelque raison – qu'il fût assassiné en prison ; elle avait donc ordonné, à lui et Zinoviev, de quitter Petrograd sur le champ. Mais une autre raison tient dans trois traits cruciaux du parti bolchevik, qui retiennent l'attention à la lecture du livre :

– l'implantation de masse et la confiance que conquiert l'organisation au sein du prolétariat de Petrograd (et au-delà) ;

– la démocratie interne, marquée à travers la vigueur des débats qui caractérisent alors le parti : bien que la menace de la répression et de la contre-révolution soit permanente, de très importantes divergences tactiques et stratégiques pouvaient se manifester dans l'organisation, y compris publiquement (à l'opposé de ce que deviendra le PC d'Union soviétique sous Staline) ;

– et l'autonomie des organisations intermédiaires du parti, qu'il s'agisse des comités locaux ou d'organismes spécifiques tels que l'Organisation militaire.

Au moins autant que la capacité stratégique propre de Lénine (dont il faut noter que les positions furent souvent mises en minorité, ignorées par la direction voire cachées par celles-ci, et ce pendant des semaines, aux militants et aux comités locaux), c'est donc cette implantation de masse (parmi les ouvriers et les soldats notamment), la démocratie interne et la souplesse organisationnelle qui permirent au Parti bolchevik de maintenir le cap dans les circonstances changeantes de l'année 1917, de se montrer capable d'évaluer continuellement l'humeur politique des masses ainsi que l'état des rapports de force, et in fine de trancher dans le vif des événements en préparant activement l'insurrection pour renverser le gouvernement Kerenski. Comme l'écrit Rabinowitch dans l'épilogue de l'ouvrage (p. 446-447) :

« Le succès phénoménal des bolcheviks doit aussi beaucoup à ce qu'était la nature du Parti en 1917. [En particulier] le caractère relativement démocratique, tolérant et décentralisé des structures du Parti et de ses modes opératoires et le fait qu'il fonctionnait alors essentiellement comme un parti de masse ouvert, ce qui tranche nettement avec le modèle léniniste traditionnel (...) En 1917, l'organisation bolchevik de Petrograd était traversée constamment et à tous les niveaux par des échanges et des débats aussi libres que passionnés autour des questions théoriques et tactiques les plus fon-

damentales. Les dirigeants qui étaient en désaccord avec la majorité sur tel ou tel sujet avait tout le loisir de défendre leurs points de vue. Et il n'était pas rare de voir Lénine sortir perdant de ces controverses.»

A L'OPPOSÉ DU « MONOLITHISME »

Evidemment, il n'est pas le premier à insister sur cet aspect. Outre Trotsky, Marcel Liebman avait mis en valeur – dans son livre *Le léninisme sous Lénine* – cette différence immense entre le bolchevisme tel qu'il fut en 1917 et la caricature que bâtit la direction bureaucratifiée du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) au milieu des années 1920, afin de traquer les opposants au nom d'une fidélité au parti d'Octobre. Ironiquement, ce fut Zinoviev – pourtant opposant virulent à la ligne insurrectionnelle de Lénine à l'automne 17 – qui codifia en 1925 ce qui devint pour le mouvement communiste mondial le « léninisme », sous la forme d'une doctrine d'État qui attribuait les succès du Parti bolchevik à son prétendu « monolithisme », qui ne le caractérisa pourtant ni sous le tsarisme, ni a fortiori au cours de la Révolution, ni même pendant la guerre civile.

Rabinowitch insiste en outre sur l'autonomie dont bénéficiaient de facto les comités locaux et autres organes internes au sein du Parti bolchevik, et qui lui ont permis d'agir avec le maximum de réactivité au flux ébouriffant des événements au cours de l'année 17, y compris parfois en se trompant mais en se montrant capable de rectifier sa politique :

« En 1917, des organes subalternes du Parti tels que le Comité de Pétersbourg ou bien l'Organisation militaire bénéficiaient d'un degré d'autonomie et d'initiative considérables. Leurs points de vue et leurs critiques entraient en ligne de compte dans la définition de la ligne politique au niveau de la direction. Et surtout, ces organes subalternes étaient à même d'adapter leurs tactiques et leur message aux caractéristiques de leurs propres bases dans un contexte qui évolait rapidement ».

lulait rapidement ».

L'étude de Rabinowitch permet en outre d'entrer dans le détail du fonctionnement du Parti bolchevik lors de moments clés du processus révolutionnaires.

Par exemple, face à la tentative de coup d'État menée par la clique réactionnaire coalisée autour du général Kornilov, qui bénéficiait alors du soutien des milieux conservateurs et bourgeois excédés par ce qu'ils considéraient depuis la révolution de février comme un désordre insupportable, la réponse po-

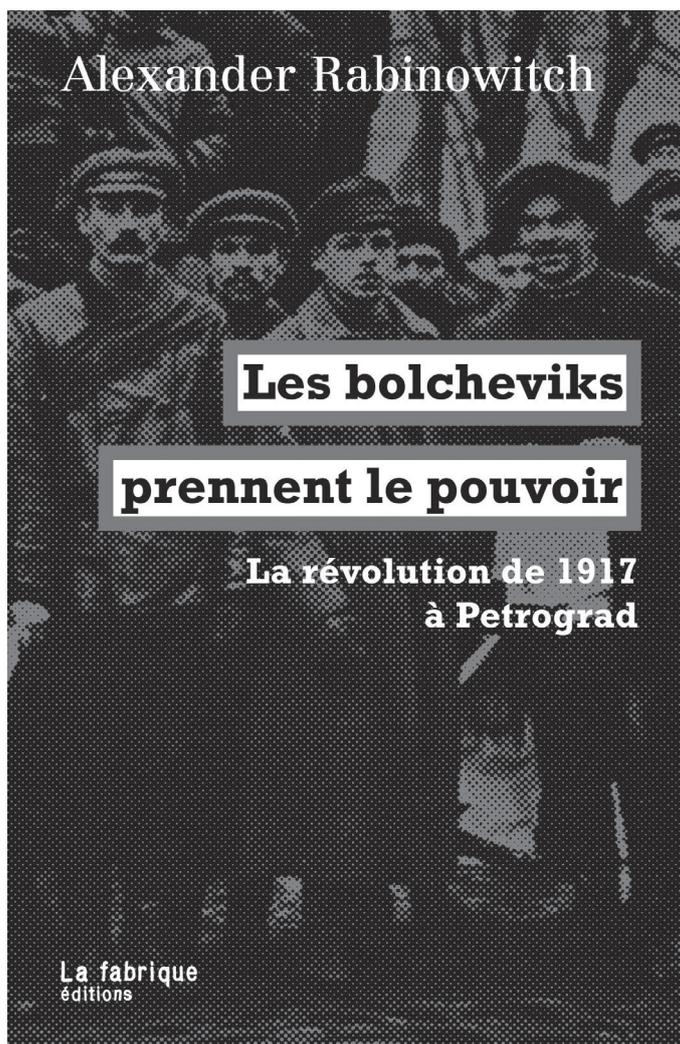
pulser des reculs tactiques ou au contraire à donner des coups d'accélérateur.

Alors que, seulement quelques jours auparavant, Lénine accusait les partis mencheviks et SR (socialistes-révolutionnaires) de jouer un rôle contre-révolutionnaire, et avec eux les Soviets (qu'ils dominaient encore, plus pour longtemps d'ailleurs), il recommandait à présent de constituer un front anti-Kornilov avec ces mêmes organisations, et imaginait même – le temps là encore de quelques semaines – un développement pacifique possible de la révolution, impliquant de rechercher et de gagner le soutien des mencheviks et des SR à l'idée d'une rupture complète avec la bourgeoisie (donc avec Kerenski) et d'un transfert immédiat du pouvoir aux Soviets (dont Lénine considérait pourtant, depuis juillet, qu'ils avaient perdu toute fonctionnalité révolutionnaire).

Si la situation présente est bien loin de l'année 1917 à Petrograd, la Révolution russe a encore beaucoup à apprendre à ceux et celles qui se posent la question d'une rupture avec l'ordre capitaliste et d'une transformation révolutionnaire de la société. Elle permet notamment, sans la fétichiser sous la forme de « leçons » immuables et transparentes, de reposer les questions complexes du sujet révolutionnaire (qui ne fut pas seulement, à l'évidence, le prolétariat industriel de Petrograd, puisqu'il faudrait inclure dans l'analyse la paysannerie mais aussi l'armée), de l'organisation politique (le parti) – de sa forme, de son rôle et de ses rapports avec

les mouvements populaires et les instances d'auto-organisation –, mais aussi de l'État et du pouvoir.

Autant de questions stratégiques qui se posent à nous aujourd'hui dans des conditions fort différentes mais qui exigent une reprise et une réappropriation de débats anciens – sous peine de succomber à l'alternative mortelle de l'oubli et du ressassement. □



Alexander Rabinowitch,
« Les bolcheviks prennent le pouvoir », La
fabrique, 2016, 550 pages, 28 euros.

litique des bolcheviks donne à voir ce que fut leur méthode : non pas l'inflexibilité et le sectarisme qu'on leur prête généralement, mais au contraire la capacité à prendre au sérieux les soubresauts soudains de la conjoncture – « les sauts » pour parler comme Lénine¹ –, à nouer des alliances en fonction des circonstances et d'objectifs précis, à im-

¹ Voir l'excellent article de Daniel Bensaïd : « Les sauts ! Les sauts ! Les sauts ! », <http://www.contretemps.eu/les-sauts-les-sauts-les-sauts/>.

A PROPOS DU LIVRE DE PATRICK TORT

«Qu'est-ce que le matérialisme?»

PAR YVAN LEMAITRE

Patrick Tort vient de publier un livre imposant par son érudition, sa rigueur et sa force, qui constitue un apport pour celles et ceux qui militent pour un marxisme qui ne soit ni une idéologie, ni un dogme enfermé dans le passé, mais bien un matérialisme scientifique nourri des progrès des connaissances modernes. Ce livre riche et passionnant est d'un abord difficile, ardu.

Son auteur discute avec son propre milieu scientifique et il lui arrive de nous abandonner sur le bord de la route... Mais il reste possible de trouver dans la richesse du discours une nouvelle porte d'entrée.

Fondateur de l'Institut Charles-Darwin international (www.darwinisme.org), qu'il dirige aujourd'hui, chercheur au Muséum national d'histoire naturelle, lauréat de l'Académie des sciences, docteur d'Etat en philosophie et linguistique, Patrick Tort a publié plus de cinquante ouvrages concernant l'histoire et la théorie des sciences du vivant, mais aussi des sociétés humaines. Ce dernier ouvrage aborde la question de la méthode pouvant permettre de donner son unité au matérialisme scientifique en construisant un lien intelligible entre nature et culture, entre le monde animal et l'homme, entre les sciences de la nature et les sciences de la société, à travers une compréhension globale de l'évolution et de l'histoire.

Darwin et Marx – Marx dont Patrick Tort dit qu'il n'a jamais été pour lui « une référence, mais un outil » – participent d'une même avancée du matérialisme. Ce livre revient sur des thèmes déjà abordés à travers plusieurs ouvrages, tout en avançant dans le sens d'une plus grande

cohérence. On citera, de l'auteur, le *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution* (PUF) et d'autres ouvrages moins délibérément encyclopédiques comme *Darwin n'est pas celui qu'on croit* (Le Cavalier bleu), *L'Effet Darwin. Sélection naturelle et naissance de la civilisation* (Seuil), *Darwinisme et marxisme* (Arkhê), *Marx et le problème de l'idéologie* (L'Harmattan) ou *Sexe, Race et Culture* (Textuel). Ces ouvrages

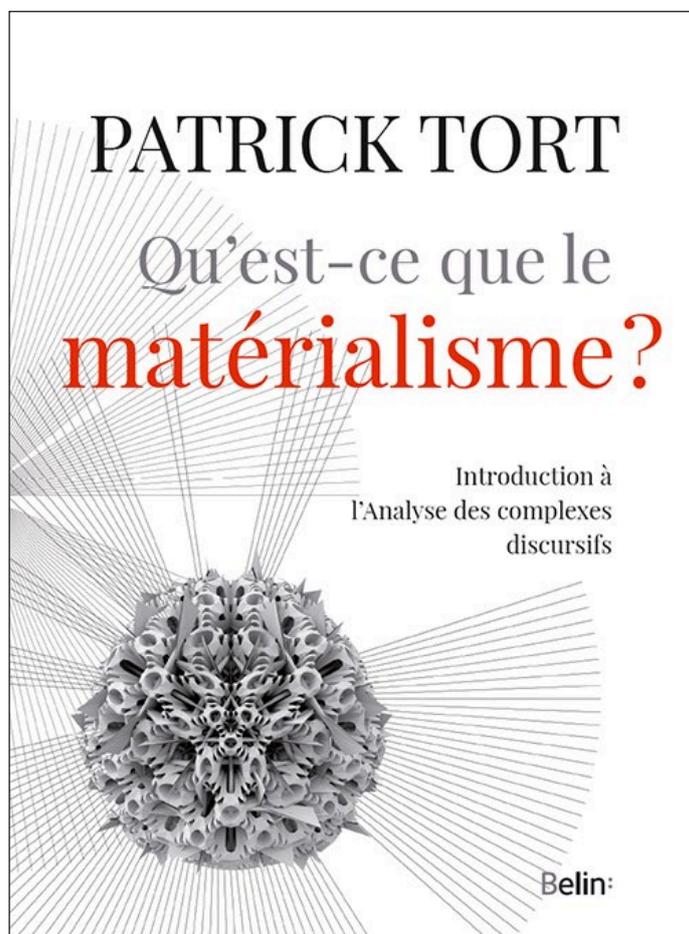
« CE LIVRE N'EST PAS UN LIVRE DE PHILOSOPHIE »

Patrick Tort nous avertit dès le début, le matérialisme n'est pas une « option de la philosophie », il est « la condition de possibilité et l'outil de la connaissance objective ». Il pose « la matière comme première » ; étranger à tout finalisme ou créationnisme, il considère « la vie comme possibilité réalisée de la matière » ; il est un

monisme qui unifie tout ce qui est intellectuellement accessible à l'homme. Le titre du livre s'accompagne du sous-titre « Introduction à l'analyse des complexes discursifs ». Qu'est-ce que recouvre cette formule quelque peu énigmatique ? L'analyse des complexes discursifs, c'est notamment l'étude et la compréhension historique des luttes idéologico-politiques, des conflits doctrinaux à travers lesquels le matérialisme scientifique a construit sa route pour libérer la pensée de l'asservissement à « la métaphysique et à la théologie ». Comment cette émancipation s'est-elle accomplie en des temps où « une croyance instituée dictait sa loi théologico-politique aux efforts de la connaissance en leur imposant a priori la limite de l'Inconnaissable ? »

Comment, d'autre part, face à cet affranchissement toujours inachevé, une métaphysique résiduelle impose-t-elle

encore aux artisans de la connaissance objective, sans qu'ils s'en doutent, des cadres, des frontières, des démarches et des représentations ? Il s'agit de s'approprier une compréhension matérialiste des choses à travers les polémiques passées et présentes, l'histoire des sciences, l'éclairage de leur progrès pour évacuer cette métaphysique résiduelle dans un processus d'auto-



Patrick Tort, « Qu'est-ce que le matérialisme? Introduction à l'analyse des complexes discursifs ». Editions Belin, 2016, 992 pages, 34 euros.

offrent un accès plus aisé aux idées essentielles défendues par Patrick Tort. Le présent article voudrait encourager leur lecture en donnant un aperçu critique de *Qu'est-ce que le matérialisme?*

construction, si l'on peut dire, de sa propre pensée matérialiste, moniste et pragmatique.

LE MATÉRIALISME EST AUSSI UN SPORT DE COMBAT

Il se conquiert et se construit. L'analyse de l'histoire de ce combat est nécessaire pour comprendre ce qui constitue aujourd'hui l'acte de connaître, élaborer une « *histoire naturelle* » de la conscience, de la morale, de la liberté, résoudre les contradictions entre matérialisme et morale, ou entre déterminisme et conduites autonomes, penser l'articulation évolutive entre « nature » et « civilisation », et un lien cohérent et critique entre sciences de la nature et sciences de la société, pour se défaire soi-même des idéologies et habitudes de penser fondées sur le dualisme ambiant.

Ces énoncés programmatiques sont autant de conséquences d'une continuité naturaliste qui implique l'existence chez l'animal d'ébauches de qualités dont l'homme s'est longtemps considéré comme le détenteur exclusif. Ils heurtent les oppositions rigides telles que Inné/Acquis, Déterminisme/Contingence, Nécessité/Liberté, Nature/Culture, entretenues par le discours philosophique. « *L'évolution humaine doit dès lors être pensée dans des termes théoriques qui conjuguent deux familles de concepts : les concepts issus de la théorie générale de l'évolution des êtres vivants et les concepts issus de l'analyse historique des sociétés humaines. Ce nouvel univers théorique reste, aujourd'hui encore, à inventer.* »

LA FIN DE L'IDÉOLOGIE ET DE LA PHILOSOPHIE ?

Cette analyse ou théorie de la science n'est pas « *une philosophie des sciences* » mais bien l'œuvre des scientifiques eux-mêmes. Elle est partie intégrante du développement de la science. Pour Tort, la philosophie n'a pas de valeur cognitive, elle se rapproche d'une idéologie même si elle reste un domaine de réflexion qui peut être utile à la connaissance en tant que domaine de questionnement, de prospective auquel tel ou tel scientifique peut emprunter pour développer son travail tant que le matérialisme scientifique n'a pas abouti à développer une compréhens-

sion globale de l'évolution et de l'histoire. La philosophie peut faire œuvre utile du fait de l'inachèvement de la dynamique matérialiste de la science, mais par là même elle révèle les stigmates de sa fusion ancienne avec la métaphysique.

Tort reprend Marx. Il s'appuie sur les développements de l'idéologie allemande pour démontrer que l'idéologie n'est pas seulement le reflet des préjugés et des illusions des classes dominantes mais bel et bien un instrument de ces dernières, aujourd'hui « *applications de véritables technologies de l'influence à l'ensemble de la société* », un outil pour la domination des consciences. Dans la période contemporaine, elle s'attache de plus en plus aux commentaires des sciences, en particulier des sciences biologiques : « *la grammaire de l'idéologie, c'est la paraphrase opportuniste de la science.* »

L'idéologie est l'élaboration d'une perspective illusoire qui permet une emprise sociale. C'est une pratique de l'apparence, elle dissimule les forces historico-politiques, leurs racines, leurs objectifs pour faire la contrebande de vieilles rengaines rhabillées du dernier vernis de la science emprunté pour l'occasion. L'idéologie n'innove jamais : elle est l'éternel retour, sous des masques différents. On retrouve cette démarche dans une pratique erronée du marxisme. Par définition, la science innove puisqu'elle avance en remettant en cause ce qu'elle a elle-même produit antérieurement : « *la science invente, progresse et se transforme. L'idéologie récupère, recycle et se remanie.* »

L'IMPOSTURE DU DARWINISME SOCIAL

Cette dénonciation du rôle de l'idéologie se concentre sur l'imposture de la sociobiologie, qui transporte dans l'explication du social des déterminismes biologiques qui ne s'y exercent plus que sous une forme profondément transformée. L'idéologie mime la science, détourne par exemple l'apport de Darwin pour se donner une apparence scientifique. Tort combat cette imposture pour restaurer « *la logique qui structure l'anthropologie du savant anglais et le raccordement naturel de celle-ci à sa biologie évolutive, fondant la possibilité même d'un matérialisme cohérent entre*

les sciences biologiques et les sciences humaines ». Contrairement à ce que prétendent les partisans de la sociobiologie, Darwin n'a jamais été malthusien dans sa théorie anthropologique.

Ce qui a donné naissance au darwinisme social qui prétend que la sélection naturelle doit se poursuivre dans l'histoire des sciences humaines pour y prolonger les progrès de l'évolution, c'est le fond de l'idéologie du libéralisme, qui préconise la concurrence économique au sein du capitalisme au nom d'une prétendue « loi naturelle ». « *Le propre de l'idéologie libérale est de s'exclure elle-même de l'idéologie, terme qu'elle a réussi à associer presque exclusivement au danger révolutionnaire et aux calculs d'une subversion malveillante. Ce système a inventé la "fin des idéologies" comme la consécration éternisante de son triomphe, qui est, en pratique, de dissimuler sa propre énormité idéologique sous le vieux thème de la nature humaine.* »

« L'EFFET RÉVERSIF » OU « LA SECONDE RÉVOLUTION DARWINIENNE »

A cet avilissement du darwinisme, Tort oppose une description cohérente et matérialiste de l'émergence de l'espèce humaine à travers le mécanisme de la sélection naturelle. Dans la lutte pour l'existence les moins aptes sont éliminés, ce qui aboutit, lorsque certaines conditions sont réunies, à la transformation des espèces par sélection prolongée des variations avantageuses, et à l'apparition de nouvelles espèces. Ce qui est transmis à la descendance, dans le cas des animaux supérieurs, ce sont non seulement les variations biologiques avantageuses mais également les instincts sociaux, le sentiment de sympathie et l'altruisme, qui servent eux-mêmes d'amplificateurs au développement des capacités rationnelles et des sentiments moraux. Ce qui se passe avec l'Homme, c'est précisément que le développement des instincts sociaux, de la sympathie et de l'altruisme vient contredire l'élimination des plus faibles et s'y oppose. La protection des faibles,

l'assistance envers les déshérités, la sympathie à l'égard de l'étranger qui nous apparaît comme semblable malgré les différences dans la culture et dans l'apparence extérieure, ainsi que toutes les institutions sociales chargées de les encourager, Darwin appelle cela la *civilisation*. Tort en rappelle brièvement le contenu : « par la voie des instincts sociaux (et de leurs conséquences sur le développement des capacités rationnelles et morales), la sélection naturelle sélectionne la civilisation, qui s'oppose à la sélection naturelle. C'est la formule simplifiée et courante de ce que j'ai nommé l'effet réversif. »

Avec l'Homme apparaît en effet un être vivant, héritier d'ancêtres simiens, doté d'instincts sociaux plus forts, capable plus qu'eux de sympathie et de raison, qui vont l'amener progressivement, au sein de ce qu'on appelle la civilisation, à se tourner positivement vers les autres, à voir en eux des semblables, à leur venir en aide, à coopérer avec eux. La théorie de l'évolution n'est pas une conception figée, les mécanismes mêmes de l'évolution évoluent eux aussi.

LE REJET DE TOUT DUALISME

Il n'y a pas de transcendance de la morale, celle-ci n'est qu'une illusion qui vient de l'intériorisation des exigences de la société, divisée en classes, et elle n'est qu'un aspect de ces acquis adaptatifs dont le darwinisme a parlé auparavant. La sympathie, l'instinct social associé à la raison, des motifs affectifs parmi lesquels l'attention à l'approbation d'autrui, l'habitude et l'éducation suffisent selon lui à ramener la conscience morale à l'immanence de ses causes naturelles et historiques, c'est-à-dire qui s'explique par elle-même et sa propre histoire dans le monde concret et réel des rapports qu'entretiennent entre eux les Hommes.

C'est un rejet de tout dualisme, de toute opposition figée entre l'inné et l'acquis, entre nature et culture. De même qu'il existe une continuité entre nature et culture, et que « l'Homme historique n'a pas pour autant cessé d'être un organisme, l'évolution englobe

ou inclut l'histoire. » Et l'histoire en retour transforme l'évolution. Ces idées ont été formulées par Darwin dans *La filiation de l'Homme*, ouvrage publié en 1871, onze ans après *L'Origine des espèces*. Abordant la question du passage au stade présent de la « civilisation », Darwin écrit à propos de l'Homme : « une fois ce point atteint, il n'y a plus qu'une barrière artificielle pour empêcher ses sympathies de s'étendre aux hommes de toutes les nations et de toutes les races. Il est vrai que si ces hommes sont séparés de lui par de grandes différences d'apparence extérieure ou d'habitudes, l'expérience malheureusement nous montre combien le temps est long avant que nous les regardions comme nos semblables. » Sans être communiste, sans envisager explicitement la destruction des frontières nationales, Darwin inclut de fait dans sa vision l'hypothèse d'une disparition du cadre national. Dans son esprit, la civilisation n'est pas un état de fait, elle est un mouvement constant et douloureux (« le temps est long avant... »), un processus continu de dépassement, qui, une fois atteinte l'unification de l'humanité, doit se poursuivre par le développement du sentiment de sympathie envers tous les êtres sensibles, c'est-à-dire au-delà de la seule espèce humaine.

UN MATÉRIALISME RÉVOLUTIONNAIRE

Le 19 décembre 1860, Marx écrivait à Engels à propos de *L'Origine des espèces*, qu'il venait de lire : « c'est dans ce livre que ce trouve le fondement historico-naturel de notre conception ». Il avait vu dans le « matérialisme naturaliste » de Darwin le complément indispensable de son « matérialisme historique ». Qu'ensuite, sous l'influence des conflits qui les opposaient à certains « darwinistes » (notamment Carl Vogt en 1860) et en réaction au courant malthusien qui sévissait en Angleterre, Marx et Engels aient pris leurs distances par rapport à un Darwin qui n'avait pas encore écrit sur l'Homme, ne saurait leur faire endosser la moindre paternité intellectuelle dans l'imposture de Lyssenko au cours des années 1930 et dans les comportements d'intellectuels se revendiquant du marxisme qui se pliaient à la férule de Staline.

Le revirement de Marx, en 1862,

pointant chez Darwin « la malthusienne lutte pour la vie » a pu servir de justification aux difficultés d'intellectuels du mouvement stalinien à comprendre l'écologie, fille de Darwin. Mais les quelques lignes écrites par Marx ou Engels qui relèvent de ce que Tort appelle leur « ambivalence » ne sauraient être rendues responsables des errements intellectuels engendrés par le stalinisme, qui a transformé le marxisme en... une idéologie mystificatrice.

Marx et Engels ne se sont pas trompés en reconnaissant dans la théorie de l'évolution du monde vivant le complément indispensable du matérialisme historique, ce complément dont Patrick Tort a explicité le contenu et souligné l'importance : « Marx reconnaît dans le matérialisme naturaliste de Darwin la base nécessaire de son propre matérialisme historique, réalisant, à travers cette articulation ordonnée du devenir naturel et du devenir historique, l'unité du matérialisme comme exigence d'une science des processus immanents débarrassés de tout dualisme, de tout idéalisme et de toute transcendance institutrice de "sens" et de nouveauté ».

Cette unité du matérialisme se construit à travers le développement social, les progrès des sciences et des techniques, l'activité productive et les échanges, la lutte de classe. Cette unité révolutionnaire du matérialisme tire sa sève et sa force de l'évolution de la société, de l'histoire, et les « complexes discursifs » ne sont pas autonomes mais bien impliqués dans des intérêts concrets et matériels aussi bien que dans l'action.

Tort cite trois grands noms qui ont engagé ce processus scientifique : Darwin, Marx et Freud, constructeurs du matérialisme dans les trois champs fondamentaux de l'évolution, de l'histoire et du sujet. Il faudrait ajouter Einstein, le quatrième mousquetaire... La poursuite du progrès de ce matérialisme scientifique est liée aux évolutions globales de la « civilisation », au développement des capacités humaines de coopération dans la manière dont les hommes produisent et échangent ce dont ils ont besoin pour vivre jusqu'à la fin de la division de l'Humanité en classes... □

Black America, les luttes des Noirs américains aux 19^e et 20^e siècles

PAR RÉGINE VINON

En résonance avec les récents meurtres de Noirs par la police et le mouvement « Black Lives Matter » (Les vies noires comptent), le livre très documenté de Caroline Rolland-Diamond permet de suivre la longue lutte des Africains-Américains¹ dans le pays qui a élu par deux fois un président noir à la Maison Blanche. Elle met en avant non seulement les leaders les plus connus du mouvement, mais également des inconnus et surtout des inconnues, car, dit-elle, dans ce cas comme souvent, les femmes sont les grandes oubliées des mouvements sociaux même si elles y jouent un rôle important.

Tout au long des années ayant suivi l'abolition de l'esclavage, les anciens maîtres ont déployé une résistance forcenée pour s'opposer à la moindre velléité d'émancipation de la population noire. Quitte à contourner toutes les lois qui ont visé à un moment ou un autre à améliorer leur sort. On comprend ainsi que l'attitude de la police et des racistes actuels vient de loin. C'est là un grand intérêt du livre, qui décrit les différentes étapes des luttes, grandes ou petites, des Noirs américains de la fin de l'esclavage jusqu'à nos jours.

Le récit permet d'appréhender les positions des uns et des autres, depuis la volonté de prouver que les Noirs sont des êtres humains comme les autres jusqu'à celle de s'intégrer dans la société, en passant par les résistances armées. Tout est décrit dans le détail et permet de suivre le cheminement des luttes des Africains-Américains. Celles-ci ont bien sûr toujours existé aux Etats-Unis, tant la pression raciste était et reste forte. L'élection surprise de Trump en est un nouvel exemple.

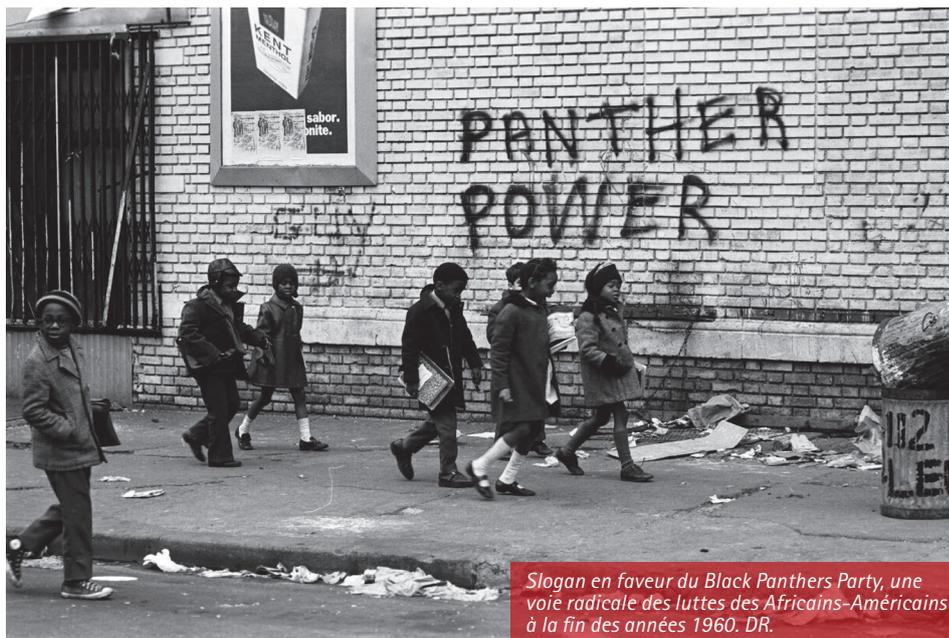
FIN DE L'ESCLAVAGE, PÉRIODE DE LA RECONSTRUCTION

En 1865, l'esclavage était officiellement aboli après la guerre de Sécession, remportée par le Nord industriel

sur le Sud agricole et esclavagiste. Deux cent mille esclaves avaient pris les armes pour combattre avec les armées du Nord, pour leur liberté. Après l'assassinat de Lincoln, le président qui avait aboli l'esclavage, son vice-président, Andrew Johnson, lui succéda en avril 1865. Johnson était un démocrate partisan de la suprématie blanche. Avec son appui, l'élite blanche adopta les « codes noirs », un ensemble de lois limitant la nouvelle liberté des ex-esclaves. Les Républicains² qui contrôlaient le

rés. Peu après, le 15^e amendement inscrivit dans la Constitution l'égalité des droits civiques pour tous les hommes du pays.

La période de la Reconstruction fut un moment marqué par un espoir de cohabitation entre esclaves libérés et petits Blancs du Sud, magnifiquement décrit dans l'ouvrage d'Howard Fast, *La Route de la liberté*. Pendant ces années, qui prirent fin en 1877, les nouveaux affranchis, sous la protection des troupes du Nord, jouirent des libertés jusque là réservées aux



Slogan en faveur du Black Panthers Party, une voie radicale des luttes des Africains-Américains à la fin des années 1960. DR.

Congrès à Washington réagirent contre cette tentative de rétablir une situation semblable à l'esclavage qui venait d'être aboli. Contre l'avis du président, ils imposèrent un régime spécial de gouvernement avec occupation militaire des Etats du Sud, le temps de reconstruire cette partie du pays. Les Assemblées des Etats qui avaient adopté les codes noirs furent dissoutes et de nouvelles élections organisées. Le Congrès adopta en 1867 et 1868 les *Reconstruction Acts*, permettant aux hommes noirs du Sud de voter et privant temporairement du droit de suffrage plusieurs milliers de Confédé-

Blancs : liberté de circuler, d'association, de porter des armes, droit à l'éducation. De nombreux Noirs furent alors élus. En Louisiane, un ancien esclave devint en 1868 le premier maire noir du pays.

Les femmes, bien que ne bénéficiant pas du droit de vote (au Sud comme au Nord), prenaient la parole dans les réunions des ligues d'électeurs et exprimaient leurs revendications de liberté. « Dans les heures violentes de la

Reconstruction, les femmes, souvent armées, assuraient la protection de leurs hommes», écrit Caroline Roland-Diamond. En Caroline du sud, les femmes noires se munissaient de haches et de hachettes qu'elles tenaient entre les mains ou portaient au côté.

La collaboration entre les exploités, quelle que soit leur couleur de peau, était porteuse d'espoir pour ceux qui se situaient du point de vue de la classe ouvrière. Marx, qui suivait de près la guerre de Sécession et ses conséquences, pensait que l'émancipation des esclaves était la condition de l'émancipation des ouvriers blancs. Il écrivait, dans sa lettre du 29 octobre 1862 à Engels³ : « *Tant que les travailleurs, la véritable puissance politique du Nord, permettaient à l'esclavage de souiller leur propre République, tant que, face au Nègre acheté et vendu contre son gré, ils s'enorgueillissaient du privilège majeur réservé au travailleur à la peau blanche d'être libre de se vendre lui-même et de choisir son propre maître, ils furent incapables d'œuvrer à l'authentique émancipation du travail et de soutenir leurs camarades européens dans leur lutte pour l'émancipation. Mais cet obstacle au progrès a été balayé par la mer rouge de la guerre civile.* »

« *Aux Etats-Unis, note-t-il dans Le Capital, tout mouvement ouvrier indépendant resta paralysé, tant que l'esclavage souillait une partie de la république. L'ouvrier blanc ne saurait s'émanciper là où l'ouvrier noir est stigmatisé. Mais la mort de l'esclavage fit éclore une voie nouvelle. Le premier fruit de la guerre civile fut l'agitation des huit heures qui, avec une rapidité foudroyante se répandit de l'Atlantique au Pacifique.* »

Tant les ex-esclavagistes que les capitalistes du Nord industriel savaient cependant les dangers d'une alliance de classe issue de la guerre civile. Tout fut alors mis en œuvre pour contrer cette perspective. « *La double défaite de la Reconstruction eut pour conséquence, écrit très justement Robin Blackburn dans la préface de l'ouvrage Marx, Lincoln, une révolution inachevée⁴, la destruction des droits des Noirs dans le Sud et la restriction des*

droits des travailleurs dans le Nord. »

RÉACTION DES ESCLAVAGISTES, MISE EN PLACE LÉGALE DE LA SÉGRÉGATION

En effet, la réaction ne tarda pas de la part des anciens maîtres qui avaient vu arriver l'impensable, l'émancipation de leurs esclaves. Les 3,9 millions de Noirs vivant dans le sud des Etats-Unis – 90 % du total – étaient libres et s'associaient avec des petits Blancs. Cette situation était insupportable. Dès 1866, ils créèrent le Ku Klux Klan afin de terroriser les anciens esclaves et les petits Blancs, comme en Louisiane où une centaine de personnes fut massacrée en 1873. Si les Noirs purent jouir pendant quelques années des droits civiques, ils n'obtinrent cependant aucun avantage économique : la demande du général Sherman, en janvier 1865, de donner une parcelle de terre à chaque ancien esclave resta lettre morte et les anciens planteurs retrouvèrent vite leurs terres. Les esclaves libérés se virent de fait contraints de travailler à nouveau sur les propriétés des maîtres, en signant des contrats de travail qui leur étaient particulièrement défavorables.

Dans les années 1870, les Démocrates revenus au pouvoir dans le Sud n'eurent de cesse de priver les Africains-Américains de leurs droits civiques, en instaurant ce qu'on appellera le système Jim Crow, du nom d'un personnage de comédie, un Blanc qui jouait un Noir insouciant et fainéant. A la fin du 19^e siècle, la ségrégation imposa des lieux séparés pour les Noirs et les Blancs, à travers des lois validées par la Cour suprême qui fit sienne l'argument du « séparés mais égaux ». Les mariages interraciaux furent interdits dans onze Etats du Sud.

Entre 1871 et 1889, tous les Etats du Sud adoptèrent des lois limitant le droit de vote, en imposant le paiement d'une taxe. Plus de la moitié des Noirs qui votaient en 1880 avaient disparu des listes électorales huit ans plus tard. La période vit également une forte hausse du nombre des lynchages. Dans le Nord, où les Noirs étaient beaucoup moins nombreux, à peine 10 % du total des Africains-Américains, la situation n'était guère plus enviable car la ségrégation, même si elle n'était pas inscrite dans la loi,

existait de fait, notamment à travers le logement et la formation rapide de ghettos.

POLITIQUE DE LA TERREUR, GRANDES MIGRATIONS VERS LE NORD

L'arbitraire des arrestations et l'injustice du système judiciaire faisaient qu'aucun Noir n'était à l'abri de la violence déployée par les partisans de la suprématie blanche. Dans ce cadre d'intolérance des anciens planteurs et des petits Blancs qu'ils recrutèrent par la force, on assista aux nombreux lynchages qui parsemèrent la fin du 19^e siècle et le début du 20^e. Durant la seule année 1882, 161 lynchages eurent lieu dans l'ensemble du pays. On en comptabilise 2500 entre 1882 et 1930 dans le Sud.

Le début du 20^e siècle vit le début de la « Grande migration », le départ massif d'hommes et de femmes noirs du Sud. Au cours de la première décennie, 194 000 Noirs vinrent s'installer dans le Nord, où ils rencontrèrent cependant de grandes difficultés économiques. Ces années virent l'apparition des premiers ghettos. Ce n'est que lorsque la Première Guerre mondiale interrompit l'arrivée massive d'immigrés en provenance d'Europe que les employeurs se décidèrent à embaucher massivement des ouvriers noirs, notamment dans l'industrie automobile. Les Noirs subirent l'ostracisme des syndicats ouvriers existants qui privilégiaient les ouvriers blancs. Cela arrangeait bien les patrons qui distribuaient ce que W.E.B du Bois appela « the wage of whiteness », le salaire supérieur offert aux Blancs du fait de la couleur de leur peau. Diviser pour mieux régner.

DIFFÉRENTES FORMES DE LUTTES

Les Noirs durent en permanence adapter leurs formes de lutte et de résistance pour continuer à exister et acquérir de nouveaux droits. L'ouvrage passe en revue de façon très détaillée les différentes formes de lutte et de résistance. L'approche réformiste, qui s'appuie sur les institutions pour revendiquer l'égalité de traitement et l'insertion sociale, était représentée notamment par Booker T. Washington. L'influence des idées communistes se fit sentir après le premier conflit mondial.

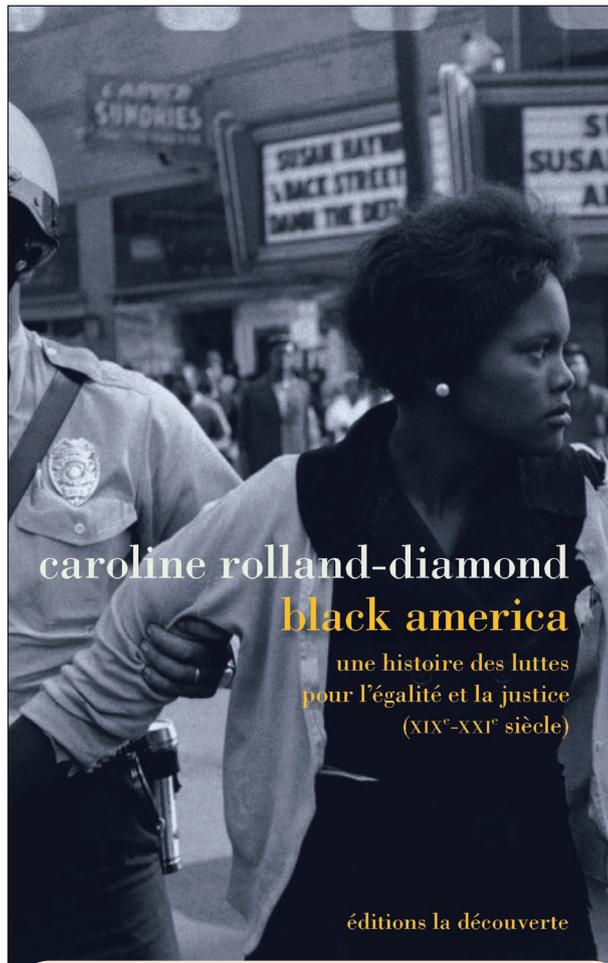
Au retour de la guerre, les soldats

noirs qui s'étaient engagés, et avaient ressenti le mépris de la caste militaire, participèrent aux mobilisations soutenues par le Parti communiste. Le développement des IWW (Industrial Workers of the World), syndicat ouvert à tous les travailleurs, s'accéléra avec la vague de la révolution d'octobre 1917. Il y avait aussi l'approche nationaliste et du retour en Afrique, avec Marcus Garvey et sa Black Star Line, la compagnie du retour créée en 1919, pour emmener les ex-esclaves au Liberia. Le nationalisme fut également représenté avec la Nation of Islam fondée en 1930, qui devint plus connue lorsque Malcolm X se trouva à sa tête dans les années 1950.

Dans les années 1920, ce qu'on appela la « Renaissance de Harlem » vit l'éclosion parmi la population noire de talents artistiques et sportifs – un autre versant de la mobilisation des Africains-Américains pour l'égalité politique et sociale.

LA PLACE DES FEMMES

Une place importante est accordée aux femmes noires américaines, à tous les moments de la lutte pour l'égalité. A l'exception de Rosa Parks, Fannie Lou Hamer et Angela Davis, les Africaines-Américaines ont en effet été les grandes absentes de l'historiographie et de la mémoire collective jusque dans les années 1990, où quelques ouvrages commencent à leur rendre justice. Dans le Sud, les femmes noires se faisaient embaucher comme domestiques et pourvoyaient ainsi souvent aux ressources du ménage, alors que de nombreux hommes n'avaient pas de travail. Il en allait ainsi pendant toutes les périodes de fort chômage. D'autres femmes s'illustrèrent par leur défense féministe des femmes noires, à l'exemple d'Anna Julia



caroline rolland-diamond black america

une histoire des luttes
pour l'égalité et la justice
(XIX^e-XXI^e siècle)

éditions la découverte

« *Black America. Une histoire des luttes pour l'égalité et la justice (XIX^e - XXI^e siècles)* », Caroline Rolland-Diamond, Editions La Découverte, 2016, 500 pages, 24,50 euros. L'auteure est historienne des Etats-Unis à l'université de Nanterre, spécialisée dans les mouvements sociaux américains.

Cooper en 1892, adepte de « l'uplift », l'émancipation des Noirs par l'ascension sociale, ou de Mary McLeod Bethune, qui passa de la pauvreté (17^e enfant d'un couple d'anciens esclaves et première née hors esclavage) aux plus hautes sphères du pouvoir, puisqu'elle devint membre de l'administration Roosevelt dans les années 1930.

C'est aussi pendant la période des luttes contre la ségrégation dans les transports que les femmes s'illustrèrent en boycottant les bus, ce qui les faisait parcourir des kilomètres à pied. Ce boycott fut précurseur des grandes luttes pour les droits civiques

des années 1960. Le mouvement des droits civiques est celui qui est le plus connu dans la mobilisation des Noirs américains, avec les grandes figures de Martin Luther King, Angela Davis et le mouvement du Black Panthers Party.

D'OBAMA À TRUMP

Caroline Rolland-Diamond a répondu récemment aux questions de Mediapart à propos de l'élection de Trump. Elle signale que « Donald Trump a tenu un discours totalement décomplexé. Il a proféré tout au long de sa campagne des discours racistes, sexistes, xénophobes que l'on n'avait pas entendus avec une telle intensité sur tous ces fronts depuis les années 1920, même pas au plus fort des batailles opposant deux Amériques au sujet des droits civiques des Noirs ». Et, ajoute-t-elle, « le fait qu'Obama soit président a joué un rôle net dans l'élection de Trump. Une grande partie des Américains n'a jamais supporté qu'il occupe la Maison Blanche, même s'il a toujours veillé à ne pas se présenter comme un président noir. »

« Avec Trump s'opère un vrai parallèle avec ce grand moment de xénophobie et de nativisme qu'étaient les années 1920 », dit

encore l'auteure. A l'évidence, le combat des Africains-Américains est loin d'être terminé dans l'Amérique actuelle. □

1 L'auteure explique que depuis les années 1980, les Noirs privilégient le terme d'Africain-Américain à celui d'Afro-américain.

2 A noter qu'à cette époque et pendant de longues années, la situation entre Démocrates et Républicains était très différente de celle qu'on connaît actuellement : le parti Républicain, qui a dominé la vie politique américaine jusqu'en 1932, était le parti anti-esclavagiste. Le parti Démocrate était hégémonique dans le Sud esclavagiste. Les premiers membres noirs du Congrès ont été élus sous l'étiquette républicaine, en novembre 1868. Il a fallu attendre 1934 pour que le parti Démocrate ait ses premiers candidats noirs.

3 Correspondance Marx-Engels (Editions sociales).

4 Karl Marx, Abraham Lincoln, « Une révolution inachevée. Sécession, guerre civile, esclavage et émancipation aux Etats-Unis », introduction de Robin Blackburn. Collection Mille marxismes, paru en 2012.

Quelques lectures complémentaires

- « Une histoire populaire des Etats-Unis. De 1492 à nos jours », de Howard Zinn (Editions Agone).

- « Detroit : pas d'accord pour crever », de Dan Georgakas et Marvin Surkin, Editions Agone, sur la Ligue des travailleurs noirs révolutionnaires et les luttes des ouvriers noirs à Detroit (en lire la chronique faite dans notre numéro 69 d'octobre 2015).

L'apprenti Thatcher

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS



Reuters/Gonzalo Fuentes.

Avec plus de quatre millions de votants, la « primaire de la droite et du centre » a rencontré, nous dit-on, un très grand succès. Mais qui y a pris part ? D'abord les bourgeois, les riches – du moins une grande partie d'entre eux – comme en témoignent la prééminence des centres-villes et une moyenne d'âge élevée, plus généralement les secteurs les plus réactionnaires de la société.

Ces gens-là ont effectivement fait un choix clair : celui du candidat qui présentait le programme le plus agressivement libéral au plan économique et social, le plus conservateur sur les questions dites de société (avec le soutien marqué de « la Manif pour tous »), en un mot le plus à droite.

Baisse des impôts pour les entreprises et les foyers les plus aisés, baisse des cotisations patronales, augmentation de deux points de la TVA, suppression des 35 heures et fixation de la durée du travail dans les entreprises et les branches, 39 heures payées 35 dans la fonction publique, nouvelles mesures de facilitation des licenciements, 500 000 fonctionnaires en moins, retraite à 65 ans, réduction de 100 milliards de la dépense publique, démantèlement de la Sécurité sociale, de l'Éducation nationale, etc., la liste est longue et c'est sans compter le renfor-

cement des politiques autoritaires et répressives, racistes et discriminatoires, ou encore pro-nucléaires.

On doit prendre toute la mesure de ce qui constitue un projet de très grande ampleur et d'une violence antisociale inouïe. François Fillon se donne pour objectif d'accomplir maintenant ce que Thatcher a engagé au Royaume-Uni dans les années 1980, ce que Schröder a fait aussi en Allemagne au début des années 2000.

Il s'agit d'aller au-delà des mesures et politiques pro-patronales pourtant systématiques des gouvernements précédents, notamment ceux de Hollande, pour véritablement en finir avec le « modèle social » qui avait été installé depuis la Libération. Et, à partir de là, d'opérer un transfert massif de valeur des salariés et des pauvres vers les patrons et les actionnaires, afin de remettre globalement le capitalisme français (pas seulement, comme c'est le cas aujourd'hui, certains de ses secteurs) en situation « concurrentielle » sur la scène européenne et mondiale.

Cela n'a pas échappé à Marine Le Pen, qui va sans nul doute tenter de se présenter comme une candidate du « peuple » face à celui des « élites », et qui se permet déjà d'affirmer : « *c'est le pire programme de casse sociale qui ait*

jamais existé (...) Jamais aucun candidat n'est allé aussi loin dans la soumission aux exigences ultralibérales de l'Union européenne ».

La perspective d'un second tour aussi déprimant présente pourtant, si l'on peut dire, une sorte d'avantage : celui de montrer que rien de bon ne pourra sortir de ce cirque électoral et que plus que jamais, « c'est dans la rue que ça se passe », c'est sur le terrain des mobilisations que les choses vont se décider.

Les enjeux sont posés dès à présent : le mouvement ouvrier et social parviendra-t-il à faire obstacle à cette contre-réforme globale, à la « révolution libérale » (selon les termes de Fillon il y a deux ans, quand il se félicitait du bilan de Thatcher et regrettait que la France n'ait pas connu pareille transformation) qui nous est promise ?

C'est à cela qu'il faut se préparer. Et c'est au service de cette tâche qu'il est nécessaire de tirer le bilan des luttes récentes, en particulier du mouvement contre la loi Travail et des faiblesses qui nous ont alors empêchés de gagner. Auto-organisation, massification, coordination et centralisation des luttes dans la grève et dans la rue – il n'y aura pas d'autre voie. □